

# DOSSIER EUSKADI

## guerre de classe et sale guerre

# L'Internationale

10 F • Mensuel

N° 3 • Janvier 1984

## De Talbot à Ramstein

# CONSTRUIRE L'INTERNATIONALE DES PROLETAIRES

**A**ujourd'hui, l'antagonisme d'une classe contre l'autre apparaît de plus en plus comme le développement de la lutte, de la contre-violence, de l'organisation des prolétaires de par le monde pour combattre un capitalisme de plus en plus ouvertement morbide et criminel.

Celui-ci connaît une phase de restructuration économico-militaire qui fait éclater au grand jour l'action néfaste qu'il représente pour chaque homme sur la planète : guerre, famine, développement nucléaire, actions néfastes qui auparavant pouvaient être camouflées sous prétexte de progrès.

Aujourd'hui, le développement technologique signifie encore davantage aliénation sous forme d'automatisation, de robotisation, de soi-disant rationalisation. En fait, il ne s'agit que de la rationalité du profit de quelques-uns. Les prolétaires d'Europe occidentale en font l'expérience : ceux de Talbot comme les sidérurgistes espagnols, ou encore les travailleurs italiens de Pomigliano d'Arco. Cette restructuration économique se fait, selon les régions, de manière plus ou moins brutale, utilisant à la fois les milices patronales, les nervis fascistes, la violence policière ou l'arnaque syndicale, grandguignol au service de l'idée-force du capitalisme, le réformisme. Face à sa crise structurelle, la logique du capitalisme reste la production de la destruction. La réalité de la guerre ne peut plus être comprise comme rapport politique dans une zone précise, Moyen-Orient ou Afrique, ou encore Sud-Est Asiatique, mais mondialement. Ce rapport a atteint un stade développé, **liant les trois aspects : militaire, économique et idéologique. Sur le plan militaire**, le déploiement des euromissiles en Europe, la restructuration des forces armées par la création des forces d'intervention rapides. Redéploiement des forces de pression dans les pays périphériques : Philippines et Caraïbes... **Sur le plan économique**, restructuration et rationalisation de l'industrie de guerre : armement, recherche..., hégémonie du dollar et pression des institutions financières internationales. **Sur le plan idéologique**, renforcement des intransigeances face aux luttes et aux résistances des prolétaires, accélération des restructurations judiciaires et répressives. Guerre psychologique : aujourd'hui, tout résistant à la politique de l'OTAN est présenté comme un « espion de l'Est ». Tout militant anti-impérialiste est présenté comme un partisan des goulags par les Glucksmann, Montand et autres héros du dandysme parisien.

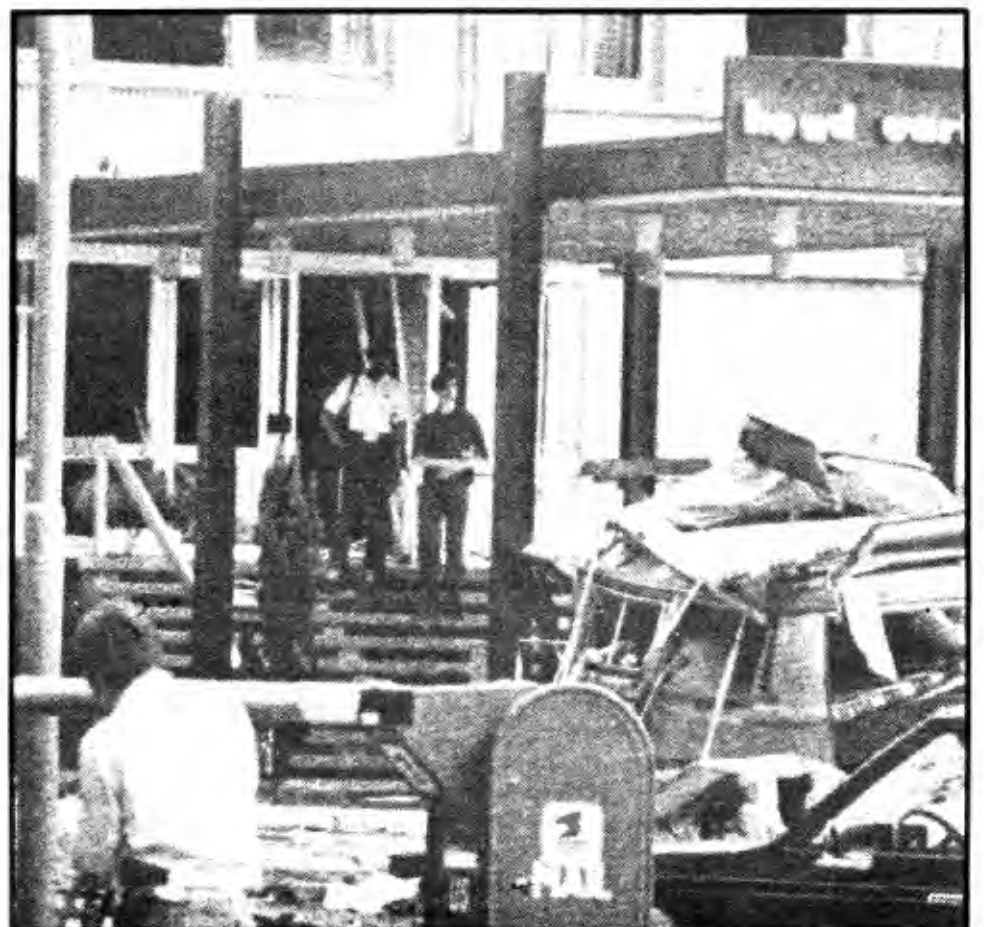
Pour exécuter ce plan, la social-démocratie est l'instrument idéal. En Europe du Sud, en particulier, où, en quelques mois, cinq pays sont passés aux mains des gestionnaires de la Deuxième Internationale : Portugal, Espagne, France, Italie et Grèce. Leurs installations au pouvoir sont liées au front même de la restructuration et des plans de l'OTAN. Gonzalez, Premier ministre espagnol, élu en partie sur des promesses pour le départ et l'évacuation des Américains, paie aujourd'hui pour la première fois de son histoire sa contribution au budget de l'OTAN et utilise les manœuvres américano-espagnoles en vue de la rentabilisation de son armée. L'Italien Craxi, malgré les vœux pieux de son parti, a constitué la force d'intervention italienne au Liban. Les idées atlantistes de la Deuxième Internationale sont bien connues, mais on pouvait s'interroger sur la méthodologie des résolutions de la question sociale :

allaient-ils suivre la voie allemande, collaboration et matraque ? Cela ne fait plus de doute aujourd'hui : au Portugal, les expériences autogestionnaires se sont terminées par l'emprisonnement des paysans et ouvriers. En Espagne, les lois d'exception succèdent aux charges de police contre les grévistes. En France, les missions des CRS restent les mêmes. Il n'y a plus d'illusion à se faire sur le rôle de la social-démocratie qui, dans l'histoire, a toujours su prendre la tête de la lutte pour mieux la trahir une fois au pouvoir. Nous n'oublierons pas Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht et Ulrike Meinhof, assassinés par des sociaux-démocrates, pas plus que les militants algériens n'oublieront Guy Mollet et consorts...

Aujourd'hui, en Europe, le front des prolétaires ne peut s'organiser qu'à l'intérieur de deux axes qui relèvent de la même logique : la politique de l'OTAN et la restructuration de l'économie vers la guerre. Deux aspects de la logique impérialiste. Les lier dans le combat quotidien veut dire la nécessité d'une véritable stratégie offensive du prolétariat dans les métropoles. Les textes des combattants américains, de la guérilla en RFA ou au pays Basque expriment cette recherche et ses premières expériences.

Aujourd'hui, il est impérieux de créer les instruments capables de diffuser ces expériences et d'en débattre. Telle est l'une des tâches que nous nous sommes fixées.

L'Internationale



## Sommaire

2. Une nouvelle tentative de psychiatisation contre un prisonnier de la RAF.  
Abonnements.
- 3 à 6. L'Amérique centrale sous influence.  
Petit peut rapporter gros.  
La géographie de Reagan.  
USA : des actions de solidarité avec le peuple de Salvador  
— Communiqué de l'Unité de Résistance Armée.  
— Communiqués 2 et 3 du Front Uni de Libération.  
Chronologie des interventions US.  
Une action en RFA contre la Fondation Konrad Adenauer.
6. Rote Zora intervient en RFA contre Siemens.
- 7 à 10. Dossier Euskadi.
11. Les aspects de l'économie de guerre :  
Qu'y a-t-il derrière la guerre, M. Reed ? Les profits !
- 12 et 13. Débat avec I. Wallerstein, G. Arrighi et Samir Amin :  
Crise et économie mondiale.
- 14 et 15. Philippines :  
Depuis 1946, l'intervention US.  
Les bases américaines aux Philippines.
16. RFA :  
une action contre Honeywell Bull à Dusseldorf.



## Une nouvelle tentative de psychiatisation d'un prisonnier de la RAF

Depuis trois semaines, notre client Bernd Rössner, prisonnier de la *Rote Armee Fraktion* est interné dans le service psychiatrique de la prison de Straubing. Bernd Rössner se trouve depuis plus de huit ans en cellule d'isolement et, les cinq derniers mois, il a été placé dans une cellule du *bunker*, en privation sensorielle absolue, sans fenêtre, avec lumière artificielle, sans air frais.

Maintenant, la direction de la prison utilise les conséquences de l'isolement. Bernd Rössner a de très grosses difficultés de concentration et ne peut se nourrir qu'avec difficulté.

Pour aggraver encore ses conditions de détention et contre sa volonté, Bernd Rössner a été contraint par plusieurs gardiens de quitter sa cellule et a été emmené dans le service psychiatrique. Et ce contrairement à la version de la direction de la prison, selon laquelle il s'y serait rendu volontairement. La direction de la prison a essayé par tous les moyens d'empêcher la diffusion publique des conditions d'emprisonnement de Bernd Rössner. Ses avocats ne furent pas informés de son internement forcé. Lors de la seule visite qui fut autorisée au mois d'octobre, il fut interdit au prisonnier et à son visiteur d'évoquer les conditions de détention. Dès que le prisonnier voulut, malgré l'interdiction, informer le visiteur, la visite fut interrompue. Cette mesure démontre l'intention qui existe de briser le combat de Bernd Rössner pour son regroupement avec ses camarades prisonniers, en empêchant qu'il ne soit connu de l'opinion publique.

Bernd Rössner, après cinq années d'isolement à Straubing, avait été transféré en décembre 1982 à la prison de Frankenthal. Il déposa au début de l'année une requête dans le cadre d'une nouvelle initiative pour le regroupement des prisonniers de la R.A.F. et de la résistance anti-impérialiste, pour être transféré dans le groupe des prisonniers de la R.A.F. de la prison de Celle.

A la suite de quoi le droit de promenade lui fut immédiatement refusé. En

mars 83, après un coup monté par les gardiens, il fut ligoté, frappé et traîné dans une cellule du *bunker*. Le 18 avril 83, il se mit en grève de l'hygiène pour obtenir son transfert à Celle. A partir de ce moment, il est resté plus de cinq mois dans des conditions extrêmes de privation sensorielle, d'abord à la prison de Frankenthal, puis après son transfert à celle de Straubing. Par l'internement forcé dans le service de psychiatrie, la direction de la prison et la justice veulent définitivement briser sa résistance.

Les tentatives d'internement en service de psychiatrie ont toujours été un moyen de l'Etat pour combattre les prisonniers politiques en R.F.A. Par ces mesures, l'Etat tente de renforcer son emprise sur les cerveaux des prisonniers politiques, d'en faire des objets de l'arbitraire étatique et de présenter la politique révolutionnaire comme une maladie. Jusqu'à présent, ces tentatives ont échoué grâce à la protestation et à la mobilisation de l'opinion publique. Aussi l'Etat veut-il faire disparaître, en secret, Bernd Rössner en psychiatrie.

Nous avons déposé auprès de la prison une demande d'élargissement immédiat de Bernd Rössner du service psychiatrique. Nous demandons la satisfaction immédiate de cette demande. Après ces huit ans et demi, il faut enfin que cet isolement cesse. Bernd Rössner doit être immédiatement transféré dans le groupe des prisonniers politiques de Celle.

Les avocats  
de Bernd Rössner



**Abonnez-vous à l'Internationale**  
**10 numéros : 75 F**  
**Abonnement de soutien : 300 F et plus...**

nom .....

adresse .....

abonnement .....

L'Internationale est dans les Kiosques

### L'Internationale

- 6, rue de la Reine Blanche. 75013 Paris. Tél. : 337.63.52.
- Directeur de la publication : Laurent Louessard.
- Commission paritaire : 65607.
- Imprimerie Rotofset (Meaux).

Abonnement (10 numéros) : 75 F  
Abonnement de soutien : à partir de 300 F  
Chèque ou mandat à l'ordre de « L'Internationale ».



# L'Amérique centrale sous influence

## Petit peut rapporter gros

**T**out a été dit et redit sur le Salvador, sur la stratégie impérialiste en Amérique latine, sur la présence du capital dans la région, tout a été écrit et c'est bien pourquoi on a l'impression de ne débiter que des banalités quand on aborde de nouveau cet aspect de la politique impérialiste dans le monde. Et pourtant, peut-on faire l'impasse, alors que le capital est toujours là, toujours aussi menaçant, toujours aussi actif. Ces banalités, peut-on ne pas les redire après l'intervention à Grenade et le renforcement de la pression contre le Nicaragua, contre la résistance au Guatemala, au Pérou ou au Salvador ?

Il est vrai que cette impression de rabachage est accentuée d'une part par le fait que des dizaines de journaux se contentent depuis des années à nous asséner force analyses, force statistiques, semaine après semaine, mois après mois. Et qu'il nous faut autre chose. La pratique politique, l'analyse, mais surtout la présence vivante de ceux qui sont comme nous, qui agissent là-bas. Cette présence, nous la percevons rarement : absence de textes, absence d'informations ou, au contraire, textes proclamatoires, quasi-étatiques.

Et, d'autre part, parce qu'aucune action ici ne sort de ces analyses. Dans le numéro précédent et dans ce numéro de *L'Internationale*, nous voyons des groupes agir aux USA. Ils mettent leur pratique en relation directe avec ce qui se passe au Salvador, attaquant les écoles militaires formant les instructeurs pour les pays d'Amérique latine. Il est vrai que ces militants américains ont la proximité géographique et la présence à leurs portes des structures qui participent directement à l'oppression des pays de la région.

Ici, de toute façon, la solidarité active a été d'autant plus rare que l'un des blocages réels est constitué par le fait que les sociaux-démocrates ont fait de la région leur chasse gardée, Mme Mitterrand, présidente du comité Salvador, cela dit tout, et l'on connaît l'habileté de la social-démocratie à récupérer et à occulter une lutte. Quant aux militants latino-américains, ils ont bien souvent préféré ce soutien apparemment plus efficace, à la lutte ici.

Mais la lutte dans ces pays est vivante. *L'Internationale* serait bien avisée de le montrer. Des camarades luttent là-bas. *L'Internationale* aimerait le leur laisser dire. Pour aujourd'hui, restons-en aux tristes facéties du sieur Reagan, et à sa géographie fort originale (cf. carte) et bien impérialiste, à la chronologie des interventions américaines dans la région et à un texte des Cellules Révolutionnaires montrant le rôle joué par les fondations des partis politiques des métropoles au Nicaragua et en particulier le soutien qu'elles apportent aux Contras et aux communiqués de ces groupes américains qui s'attaquent aux menées américaines contre les peuples d'Amérique centrale et latine.

Reagan a des notions très particulières de la géographie, nous le savions pourtant voilà encore une preuve supplémentaire :

La planète selon Reagan.

**Z**one d'influence directe, voilà comment l'on dénomme généralement l'Amérique centrale et les Caraïbes lorsqu'on est l'un des fonctionnaires de l'administration US. Euphémisme quand dans ces pays l'on est propriétaire du moindre magasin, de la plus petite industrie à la plus importante, de toutes les stations-services, de toutes les radios et télévisions, de toutes les coopératives agricoles. Quand aucune activité économique ne vous échappe, quand les banques ne survivent que grâce à vos subventions annuelles.

L'impérialisme, c'est la réalité quotidienne et la réalité structurelle et opérationnelle ici, des Marines à Grenade aux organisations monétaires internationales avec leur contrôle, leur chantage continu, du monopole sur les produits agricoles et les matières premières à la terreur policière et dictatoriale, des cracks boursiers organisés aux populations déplacées. L'impérialisme c'est la terreur économique et la dictature. Dans ces pays, l'impérialisme possède et contrôle tout... sauf la potentialité par les prolétaires du Nicaragua, du Salvador, du Guatemala de remettre en question sa domination.

Le Salvador, ce tout petit pays, sans très grande importance stratégique et économique, est devenu ces derniers mois un pôle central de la politique US, une occasion pour les Etats-Unis de redorer le blason de l'impérialisme américain, de prouver sa force irrésistible, après le Viêt-Nam et autres revers spectaculaires.

Malgré l'énorme effort de guerre US, la situation militaire s'est stabilisée depuis une

année et pratiquement la moitié du pays reste libérée. Quant à la situation économique, elle devient de plus en plus désastreuse dans le reste du pays, mais pas pour les multinationales US, qui continuent, dans la bataille, à assurer leurs bénéfices.

Les Rockefeller et le Salvador, c'est une vieille histoire d'exploitation. La multinationale des Daltons contrôle à travers ses filiales et ses banques la survie économique de cette zone. David, âme de la Trilatérale et patron de l'une des plus grandes banques de la planète, la *Chase Manhattan*, est le pilier de la stratégie du groupe dans la région. Il fut, avec son frère Nelson, le politique de la famille, ex-vice président des Etats-Unis, le dirigeant de *l'Alianza Para el Progreso*, cheval de Troie de la pénétration impérialiste en Amérique latine et centrale. Cet organisme a permis d'élargir, de structurer et de nationaliser le système de pouvoir économique des Etats-Unis après la guerre.

Sous couvert de développement, l'*Alianza* a installé un état de dépendance total des pays latino-américains vis-à-vis des USA, de l'industrie au système bancaire, au commerce, à l'éducation et aux médias, etc.

C'est pour cela que lorsqu'on épluche un peu la situation économique du Salvador, on n'est pas surpris de constater que même sous les rares noms hispaniques de sociétés se cachent — mal — des capitaux et des patrons américains. Cela va jusqu'à la farce tragique lorsque l'on s'aperçoit qu'il existe une société salvadorienne du nom d'*Intelsat El Salvador*. Que va donc voir le Salvador dans les étoiles ? Les Salvadoriens se préoccuperaient donc de travaux spatiaux. Mais il n'y a pas de hasard dans la stratégie des

multinationales : cette entreprise appartient aux Rockefeller grâce à leur filiale ATT (*American Tel and Tel*) qui est propriétaire, en compagnie d'une autre filiale servant de couverture (ABC) *Latin American TU*, des chaînes de télévision et de radio du pays.

En fait, l'exemple du pillage du Salvador est significatif du système mondial de domination et de partage. Le quotidien de la dictature économique et politique sur les peuples maintenus dans le sous-développement est assuré par les partis de la collaboration de classe. Là-bas, ces partis sont souvent la création directe des Etats occidentaux (voir le texte des Cellules Révolutionnaires « *Conrad et les contrats* », sur le rôle des fondations dans ces pays). Ici les partis de la collaboration de classe appuient les tendances conservatrices parmi les travailleurs. Les profits exorbitants pillés dans le tiers monde et partiellement reversés dans les métropoles pour préserver, à l'aide d'assistance et de subventions, la paix sociale et le recyclage du capital et de la production, pour le maintien de l'emploi et le dépassement de la crise par le « *produisons français* ».

Aujourd'hui, la réalité de l'intensification de l'intervention militaire des USA et de l'OTAN (France comprise), c'est l'expression de la volonté du capital d'assurer sa domination mondiale par la conquête militaire de nouveaux marchés et débouchés et de prévenir et réprimer les insurrections et les luttes de libération que les peuples prolétariés opposent de plus en plus largement à l'appauvrissement de la vie, sous toutes ses formes, que produit l'impérialisme.

## La géographie de Reagan

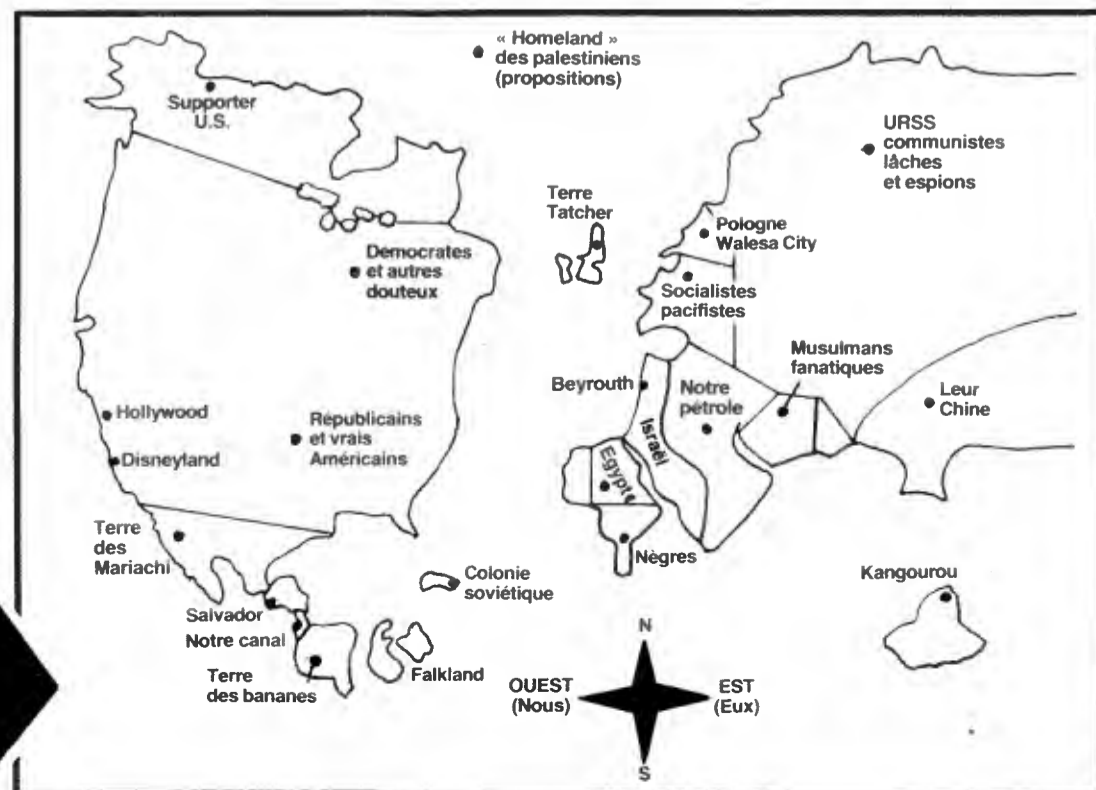
Reagan, comme tous les locataires de la « Maison Blanche », sait s'entourer de bons géographes qui ont eux une vision plus concrète de la planète bleue. Personnes ayant pour devise « *Petit peut rapporter*

ter gros ». Un exemple d'actualité : le Salvador ! Et voici les géographes :

- Abbott Laboratories
- Aluminium Company of America
- American Life Insurance Co.
- Bank of America NT & AS
- Bemis Company, Inc.
- Bristol-Meyers Co.
- Cargill
- Chase Int'l. Investment Corp.
- Chevron Exploration
- Citibank, N.A.

- Colgate-Palmolive Co.
- Crown Zellerbach Corp.
- Dow Chemical Co.
- Exxon Corp.
- Folger Coffee Co.
- Foremost Dairies Inc.
- General Motors Corp.
- The Hanover Insurance Co.
- IBM World Trade Corp.
- Inter-Continental Hotels
- International Basic Economy Corp.
- International Harvester Corp.
- ITT Corporation

- ITT World Communications,
- Kimberly-Clark Corp.
- Loffland Brothers, Inc.
- Maidenform, Inc.
- Manhattan Shirt Co.
- Max Factor & Co.
- McCann-Erikson Inc.
- McCormick & Co.
- Morrison-Knudsen Co.
- Monsanto Co.
- NCR Company
- The Nestle Co.
- Otis Elevator Co.
- Pan American Life Insurance
- Pan American World Airways
- Peat, Mitchell & Co.
- Phelps Dodge Copper Products
- The Pillsbury Company
- Pittsburgh-Des Moines Steel Co.
- R.B. Potashnick
- Price Waterhouse & Co.
- Procter & Gamble Co.
- Prudential Lines, Inc.
- PVO International Inc.
- Ralston Purina Co.
- Raymond International, Inc.
- Rena-Ware Distributors, Inc.
- Richardson-Merrill, Inc.
- Rorer, Inc.
- Sears, Roebuck & Co.
- Sherwind Williams Co.
- The Singer Co., Inc.
- Standard Brands, Inc.
- Standard Oil of California
- Sterling Drug, Inc.
- TACA International Airlines
- 3 M Company
- Teer Co.
- Texaco Inc.
- Texas Instruments
- Wm. Underwood Co.
- Western Operations, Inc.
- Vick Chemical Co.
- Xerox Corporation



# USA : des actions de solidarité avec le peuple de Salvador

Deux organisations clandestines américaines, l'Unité de Résistance armée et le Front Uni de Libération, ont lancé une campagne de bombes dirigée contre des institutions militaires américaines en réponse aux activités contre-révolutionnaires américaines en Amérique centrale et aux Caraïbes.

L'Unité de Résistance Armée a revendiqué deux actions dans la ville de Washington : l'attaque contre l'immeuble de l'École Militaire Nationale à Fort Mc Nair et l'attaque contre le complexe opératoire informatique au chantier naval de Washington. Les dégâts causés par la première attaque, qui a eu lieu quelques heures seulement après une conférence annuelle de l'OTAN, ont été estimés, par les autorités militaires, à 100 000 dollars. Selon le *Washington Post*, le 26 avril 1983, une bombe a brisé les vitres et fissuré les murs des quatre étages de l'immeuble, mais n'a fait aucune victime. Fort Mc Nair a par la suite été le site d'une manifestation lors de laquelle vingt-quatre personnes ont été arrêtées. Les arrestations ont eu lieu le 23 août, quand les participants à la manifestation organisée par le *Comité de Solidarité avec le Peuple du Salvador* et par d'autres organisations progressistes ont tenté de bloquer l'entrée de la base militaire. L'Unité de Résistance armée a revendiqué un deuxième attentat à la bombe le 17 août qui, d'après la police, a causé pour 1 000 dollars de dégâts au bâtiment du Centre Régional des Données Automatisées de la Marine.

Le Front Uni de Libération a revendiqué la responsabilité de trois actions contre des institutions militaires américaines dans l'Etat de New York. L'attentat à la bombe contre deux centres de réserve militaires, le 11 mai 1983, a, selon le *New York Times*, endommagé les portes des centres, mais n'a fait aucune victime. La troisième attaque du Front contre un centre de réserve de l'armée, le 21 août — jour anniversaire de l'assassinat du prisonnier politique George Jackson en 1971 — n'a pas été rapporté dans le *New York Times*. Nous publions ci-dessous les communiqués de l'Unité de Résistance armée et du Front Uni de Libération concernant ces actions menées en solidarité avec les révolutionnaires d'Amérique centrale. ■

## Communiqué de l'Unité de Résistance Armée

Cette nuit, nous avons attaqué la base militaire de Fort Mc Nair à Washington. Fort Mc Nair abrite une branche du Collège Militaire Américain, l'Université de Défense Nationale et le Collège de Défense Inter-Américain (IADC). Cette action a été effectuée en solidarité avec les mouvements de libération en lutte au Salvador, au Guatemala et dans toute l'Amérique centrale, et avec le Gouvernement socialiste du Nicaragua. Cette région est aujourd'hui le centre de la révolution mondiale et la ligne de front pour la défaite de l'impérialisme US. Pour cette raison, elle est continuellement la cible des attaques contre-révolutionnaires les plus vicieuses de la part des Américains. A l'IADC, le gouvernement US entraîne des officiers latino-américains de haut grade

pour son programme de guerre anti-insurrectionnelle. Entraînés aux méthodes de torture et de terreur, en collaboration avec l'armée américaine et la CIA, ses diplômés sont responsables du renversement des régimes progressistes et démocratiques d'Amérique latine et de l'installation de régimes militaires fascistes qui oppriment les masses populaires. Ils sont responsables de l'assassinat de 30 000 Salvadoriens. L'IADC a pour tâche de maintenir l'Amérique latine en tant que chasse gardée de l'impérialisme yankee et cimetière pour des millions de personnes.

Le peuple du Salvador, sous la conduite du FMLN/FDR, combat pour mettre fin à l'oppression. Sa juste lutte pour la paix, l'autodétermination et la justice sociale et économique est un flambeau pour les peuples d'Amérique latine et pour tous les peuples qui ont vu leurs vies, leur travail et leurs ressources sacrifiés pour l'enrichissement

de l'impérialisme US et ses sociétés multinationales. En réponse, les Etats-Unis utilisent toutes les techniques de contre-insurrection enseignées à l'IADC. Les « *bérets verts* » combattent directement au Salvador, tandis que des milliers de soldats gouvernementaux salvadoriens s'entraînent à Fort Bragg et Fort Benning. Des centaines de millions d'aide militaire sont donnés à la Junte et des manœuvres militaires massives sont conduites par les troupes américaines dans toute la région. La CIA a des centaines d'agents en Amérique centrale et entraîne et fournit des milliers de mercenaires et d'ex-membres de la Garde nationale de Somoza, qui régulièrement font des incursions au Nicaragua. Les USA transforment ouvertement le Honduras en un Etat-garnison pour mettre en œuvre la stratégie militaire US dans la région. Face à la défaite militaire au Salvador, les américains mettent en place des programmes de « *pacification rurale* » qui causeront des dizaines de milliers de morts, la déportation de centaines de milliers de paysans dans des hameaux stratégiques entourés de barbelés et la destruction du sol. Placé devant une guerre du peuple, les USA cherchent à assassiner le peuple. C'est une guerre anti-insurrectionnelle à grande échelle et nous devons nous y opposer activement. Il ne s'agit pas simplement de la politique d'une mauvaise administration. C'est la réalité du contrôle impérialiste américain dans le tiers monde. C'est le résultat d'un système basé sur le profit maximum pour une minorité à travers l'oppression et l'exploitation de centaines de milliers de personnes de par le monde entier et à l'intérieur de ses propres frontières. Pris dans une crise économique et politique dont ils sont eux-mêmes responsables, se heurtant aux luttes grandissantes des peuples du monde pour la libération nationale et le socialisme, la réponse des Etats-Unis est la guerre, le fascisme et le génocide.

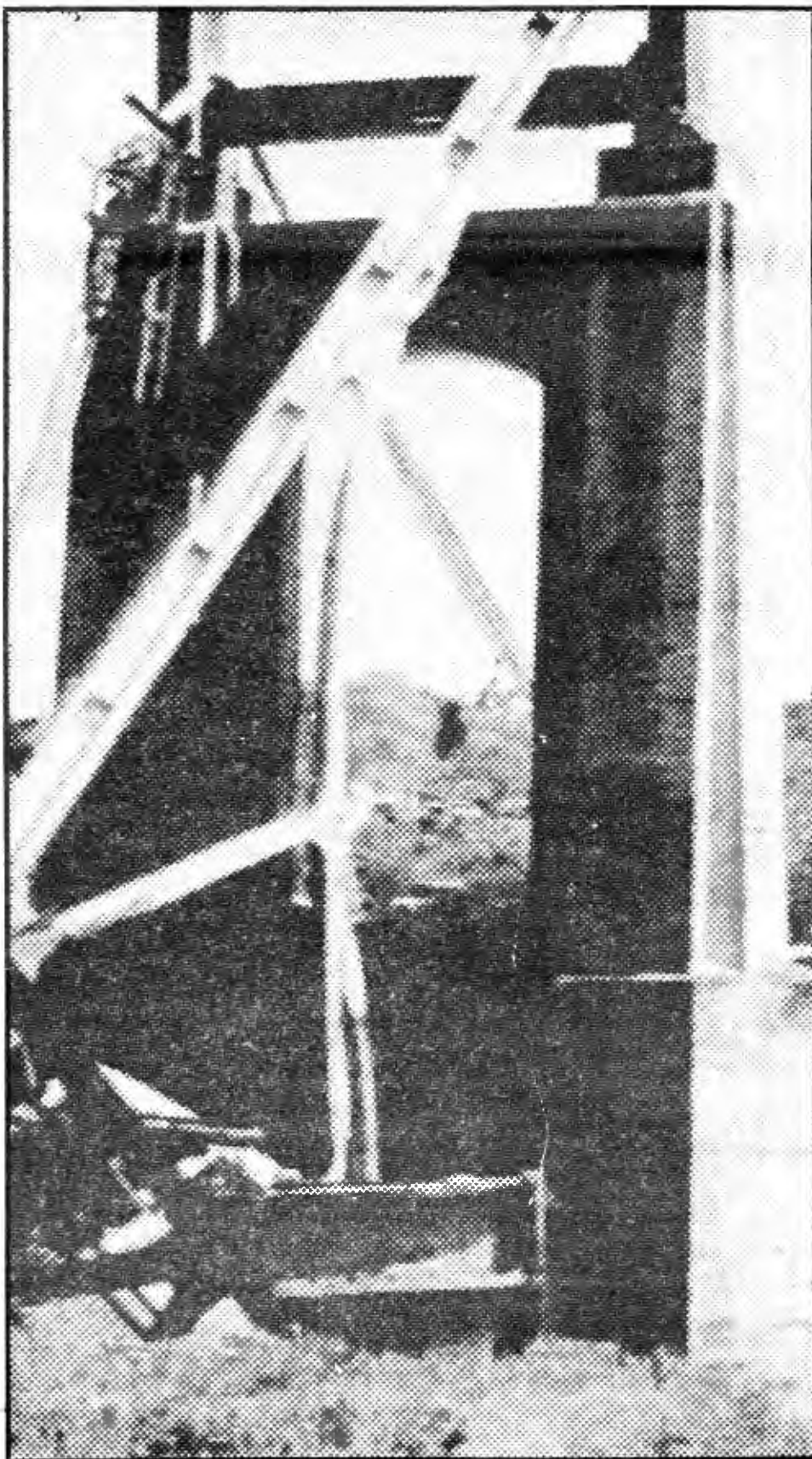
Le courage, le sacrifice et la détermination du peuple du Salvador constituent un exemple pour les peuples opprimés du monde entier. Notre action se situe dans le mouvement de solidarité croissante avec cette lutte.

Nous, aux USA, sommes dans le ventre de la bête. La solidarité s'accroît, mais à côté de notre protestation, nous devons organiser une résistance active à la machine de guerre américaine. La militarisation croissante de notre société signifie que l'armée est partout et vulnérable à notre action. Des bureaux de recrutement parsèment les régions, des ROTC fonctionnent sur les campus, des usines produisent les armes, des bases militaires entraînent les hommes. La résistance n'est pas uniquement un acte de solidarité, c'est la base de notre mouvement révolutionnaire.

Le Salvador vaincra, le Guatemala vaincra, les peuples d'Amérique latine et des Caraïbes seront libres, l'impérialisme américain sera vaincu. ■

**La Commandante Ana Maria (Melida Anaya Montes) vit toujours!**  
**Victoire au FMLN/FDR!**  
**Solidarité avec les peuples d'Amérique centrale!**  
**Construisons un mouvement de résistance révolutionnaire!**  
**Combattons l'impérialisme américain!**  
**Défendons la révolution nicaraguayenne!**

26 avril 1983,  
Unité de Résistance Armée





# US, hors du Salvador!

## Communiqué n° 2

**L**e 11 mai 1983, le Front Uni de Libération a attaqué à la bombe le Centre de Commandement de la Réserve Militaire Américaine (le 800<sup>e</sup> groupe de Police Militaire), à Hempstead, dans l'Etat de New York et la base de milice navale US de Queens, dans l'Etat de New York.

Le peuple du Salvador combat contre une dictature féroce et vit dans des conditions d'exploitation économique, de répression politique, meurt de faim et souffre depuis des générations. Au Nicaragua, où le peuple, après un dur et long combat, est arrivé à se débarrasser d'une dictature soutenue par le gouvernement américain, Reagan arme et paie à présent des mercenaires pour tenter de renverser le Gouvernement populaire sandiniste.

Par cette action, nous attaquons la machine militaire impérialiste US, une machine qui a pompé des centaines de millions de dollars en aide militaire pour soutenir une dictature militaire qui s'oppose à un juste mouvement du peuple du Salvador.

Les dirigeants militaires du Salvador ne sont que des fascistes qui violent, torturent, mutilent, déshumanisent et massacrent des dizaines de milliers de paysans et d'autres civils.

Une fois de plus un Président, Reagan en l'occurrence, a menti au peuple américain pour tenter de trouver un soutien pour une nouvelle guerre meurtrière. Ces mensonges ne couvriront pas la vérité et la réalité du peuple du Salvador, pas plus qu'ils n'arrêteront son combat pour la liberté.

Dans une économie basée sur l'agriculture, où l'écrasante majorité de la terre est la propriété de quelques familles riches (l'oli-



garchie), 70 % des enfants de moins de cinq ans sont sous-alimentés, la mortalité infantile est criminellement élevée et le chômage et l'analphabétisme sont rampants.

Plutôt que de soulager quelques-unes de ces conditions, l'ingérence américaine n'a servi qu'à maintenir ce système barbare. La majorité du peuple du Salvador appartient ou apporte son soutien aux organisations révolutionnaires, le Front National de Libération Farabundo Martí (FMLN) et le Front Démocratique Révolutionnaire (FDR). Nous reconnaissons la direction révolutionnaire du FMLN et soutenons le droit du peuple à l'autodétermination et à la victoire certaine contre la dictature militaire du Salvador et l'impérialisme américain.

*« Le temps de la révolution est venu. Le temps de la libération est arrivé. La victoire définitive est entre les mains de ce peuple héroïque et courageux qui durant de si longues années a versé son sang pour obtenir le droit d'être libre, pour connaître la démocratie, l'indépendance réelle, le progrès social, la souveraineté et l'autodétermination. » (FMLN)*

Front Uni de Libération

## Communiqué n° 3

**C**ette nuit, le Front Uni de Libération a continué ses attaques contre la machine militaire US avec l'attaque à la bombe du Centre de Réserve militaire SGT Joseph Muller (Unité Provost Marshall, 408<sup>e</sup>, 1163<sup>e</sup> et 303<sup>e</sup> bataillons) dans le Bronx de New York.

Ceci est une réponse directe à l'invasion du Nicaragua soutenue par l'impérialisme US et la CIA, à la force de combat de 5 000 hommes et aux flottes de guerre de Reagan qui font le blocus et qui menacent de renverser la Révolution populaire sandiniste. Ces forces impérialistes sont aussi en place pour un déploiement rapide contre les Forces Populaires du Salvador et pour tenter d'arrêter le progrès révolutionnaire dans les autres pays d'Amérique centrale. Pour montrer plus clairement les intentions américaines dans cette région, le porc Kissinger a été ressorti, avec encore sur ses mains le sang des peuples chilien et vietnamien, pour planifier le développement de la domination américaine continue dans cette région.

En dépit des puissants efforts que font les gouvernements d'Amérique centrale pour essayer d'éviter la guerre, y compris le plan en six points pour la paix du 19 juillet du gouvernement du Nicaragua, Reagan a appelé le marchand de canons Kissinger de concert avec les énormes forces d'invasion. Elles comprennent plus d'avions de combat que celles de n'importe quelle nation d'Amérique centrale et une flotte militaire plus puissante que toutes celles des pays de la région réunis. Avec les millions de dollars qui sont investis dans les bases militaires, les terrains d'aviation et les systèmes de communication au Honduras, il est clair qu'il s'agit d'une manœuvre désespérée de l'impérialisme pour tenter de maintenir sa main-mise sur ces pays. L'impérialisme a besoin de dominer les peuples et les ressources des autres pays pour survivre. Le capita-

lisme a besoin de la guerre et des préparatifs de guerre pour se sortir des crises économiques, des récessions et des périodes de chômage excessif. Le point faible de l'impérialisme américain est que ses forces militaires envahissent d'autres pays. Ainsi, il fait d'elles une cible légitime, qu'il soit embusqué aux frontières du Nicaragua ou ici dans le ventre de la bête.

Le 20 juillet, alors que Reagan et le Congrès continuaient leurs charades fallacieuses certifiant la politique des Droits de l'Homme du gouvernement fasciste salvadorien afin de justifier l'envoi de plus d'argent, d'armes et de troupes US dans ce pays, l'armée salvadorienne massacrait 200 paysans sans défense.

Le Honduras est en train de devenir une forteresse américaine dans le but de maintenir la marée montante des luttes de libération des peuples. En dépit de tous ces efforts des USA, les peuples d'Amérique centrale sont en train de se débarrasser de la répression fasciste, malgré le coût horrible en vies humaines, en souffrances et en misère.

Tous les peuples du monde doivent s'unir avec ces courageux camarades, hommes et femmes, dans leur juste lutte pour la défense de la révolution nicaraguéenne, la victoire inévitable du peuple salvadorien et les droits de tous les peuples d'Amérique centrale à la liberté, à l'autodétermination, et à un avenir pour les enfants, délivrés de la faim, de la peur et du besoin.

*« Nous avons une confiance absolue dans les peuples d'Amérique centrale et dans la solidarité militante internationale de tous les peuples du monde, y compris le peuple des Etats-Unis. » (Les Forces de Libération du Salvador, avril 1980.)*

**Nous dédions cette action à la mémoire du camarade George Jackson assassiné le 21 août 1971.**

Front Uni de Libération

# Chronologie des interventions US

**1823**  
La Doctrine Monroe marque la volonté des Etats-Unis d'affirmer l'Amérique Latine dans sa zone d'influence.

**1833** : Les troupes U.S. interviennent au Nicaragua.

**1835** : Les troupes U.S. interviennent au Pérou.

**1854** : San Juan Del Norte, au Nicaragua, est détruite en riposte à l'insulte faite au ministre américain.

**1855** : Les troupes U.S. interviennent en Uruguay.

**1856** : Les troupes américaines envahissent Panama après l'incident de Tajada de Sandia.

**1858** : Les troupes U.S. interviennent en Uruguay.

**1865** : Les troupes U.S. interviennent au Panama.

**1868** : Les troupes U.S. interviennent en Uruguay.

**1868** : Les troupes U.S. interviennent en Colombie.

**1873** : Les troupes U.S. interviennent en Colombie.

**1885** : Les troupes U.S. interviennent au Panama.

**1888** : Les troupes U.S. interviennent à Haïti.

**1891** : Les troupes U.S. interviennent au Chili.

**1894** : Les troupes U.S. interviennent au Nicaragua.

**1895** : Les troupes U.S. interviennent en Colombie.

**1896** : Les marines U.S. envahissent le Honduras.

**1896** : Les troupes U.S. interviennent au Nicaragua.

**1898** : Les troupes U.S. interviennent au Nicaragua.

**1898** : Le cuirassé Maine est coulé. Les Etats-Unis engagent la guerre hispano-américaine.

**1898** : Les troupes U.S. envahissent Puerto Rico pour le « libérer » de l'Espagne.

**1899** : Les troupes U.S. interviennent au Nicaragua.

**1901** : Les troupes U.S. interviennent en Colombie.

**1902** : Les troupes U.S. interviennent en Colombie.

**1903** : Les troupes U.S. interviennent en République de Saint-Domingue.

**1903** : Les troupes U.S. interviennent au Panama.

**1904** : Les troupes U.S. interviennent en République de Saint-Domingue.

**1904** : Les troupes U.S. interviennent au Panama.

**1907** : Les troupes U.S. interviennent en Honduras.

**1910** : Les troupes U.S. interviennent au Nicaragua.

**1911** : Les troupes U.S. interviennent en Honduras.

**1912** : Les troupes U.S. interviennent à Cuba.

**1913** : Les troupes U.S. interviennent au Mexique.

**1914** : Les troupes U.S. interviennent à Haïti.

**1915** : Les marines débarquent à Haïti et l'occupent jusqu'en 1934.

**1919** : Les troupes U.S. interviennent en Honduras.

**1920** : Les troupes U.S. interviennent au Guatemala.

**1924** : Les troupes U.S. interviennent en Honduras.

**1925** : Les troupes U.S. interviennent en Honduras.

**1925** : Les troupes U.S. interviennent au Panama.

**1926** : Les troupes U.S. interviennent au Nicaragua.

**1928** : Les ouvriers des plantations de bananes luttent en Colombie contre l'United Fruit Co. : 1 000 morts.

**1932** : Trois bateaux de guerre américains et canadiens arrivent au Salvador.

**1932** : Les paysans salvadoriens commencent une insurrection de masse. En représailles, les militaires massacrent 30 000 personnes.

**1934** : La CIA renverse le gouvernement d'Arbenz au Guatemala.

**1958** : Panama déclare l'état de siège après que 6 personnes aient été tuées lors d'émeutes anti-américaines.

**1961** : La CIA est vaincue dans l'affaire de la baie des Cochons dans sa tentative d'invasion de Cuba.

**1962** : Le blocus naval de Cuba par les Etats-unis commence.

**1964** : Les troupes U.S. assassinent des étudiants en lutte dans la zone du Canal de Panama.

**1965** : Les troupes U.S. envahissent la République de Saint-Domingue.

**1969** : John Foster Dulles déclare qu'un respect total serait dû à qui éliminerait Fidel Castro.

**1973** : Les Etats-unis organisent le coup d'Etat au Chili qui renverse le gouvernement d'Unité Populaire. Le Président Allende est assassiné.

**1975** : 40 étudiants sont tués à l'Université d'El Salvador lors d'une manifestation contre l'intervention U.S.

**1983** : Les marines U.S. envahissent Grenade.

*« Une partie de cette mission consiste à fournir une protection à la démocratie et au développement. Ensemble, avec nos amis, nous planifions des manœuvres coordonnées dans les Caraïbes et l'Amérique Centrale... Beaucoup de ces pays sont considérés à trop haut risque pour les investissements privés... »*



Une action contre la Fondation Konrad Adenauer

## Contre les « contras » et contre Konrad

**L**a Fondation Konrad Adenauer\* est moins connue qu'elle ne le mérite. Par cet attentat, nous voulions l'endommager directement et contribuer à la démasquer politiquement, car elle joue, en tant que fondation de la coalition de droite, un rôle-clé dans la stratégie globale d'encerclement des pays maintenus dans le sous-développement, spécialement en Amérique latine.

Dans sa fabrique à penser organisée d'après le modèle américain, « l'Institut pour la Solidarité Internationale », sont élaborées des conceptions pour une « nouvelle politique extérieure allemande en Afrique/Asie/Pacifique et Amérique latine ». Politique de développement qui, sous les sociaux-démocrates aussi, ne fut en fin de compte rien d'autre que l'exploitation du tiers monde par d'autres moyens (car pour chaque mark investi, il revient 1,30 DM dans la métropole), et qui devient un instrument de pouvoir impérialiste parfait, un moyen grâce auquel les mouvements de libération comme au Salvador et les révolutions achevées comme au Nicaragua, au Mozambique, en Angola et au Zimbabwe devaient être déstabilisés, détruits et entravés.

Les stratégies de la Fondation s'insèrent de ce fait non seulement sans rupture dans la totalité du concept de « nouvel ordre mondial » de l'impérialisme US; elles le modèlent aussi conformément au principe « opérer séparément-frapper ensemble ».

Dans l'exemple du Nicaragua, l'équipe USA-RFA montre, dans le cadre de son « initiative de base dans les Caraïbes », la façon dont elle pense pouvoir agir mondialement dans l'avenir : les USA attaquent de l'extérieur, la RFA de l'intérieur. Les USA organisent, financent et entraînent des unités militaires antisandinistes, étranglent les superstructures, coupent les crédits; la RFA finance et soutient au travers de son « concept de développement par des moyens fournis de manière ciblée », le front intérieur : union capitaliste, église constitutionnelle de droite et presse contre-révolutionnaire.

A côté du Honduras, le Costa-Rica, moins suspect mais en faillite, est contraint par des pressions économiques de se mettre à disposition en tant que base idéologique et opérationnelle contre le Nicaragua. C'est aussi au Costa-Rica que la Fondation a établi son quartier général pour son intervention en Amérique centrale. « L'Instituto Central Americano de Estudios Sociales, CAES » a déjà érigé dans tous les pays de cette région, des partis frères, produits artificiels sans base sociale qui doivent cimenter le statu quo.

Aussi n'est-il pas étonnant qu'en mars 1979 déjà (donc encore à la triste époque de l'opposition), la CIA ait manifesté un « intérêt opérationnel » pour la Fondation Adenauer et sa branche bavaroise, la Fondation Hanns-Seidel. Dans une étude, le service secret constate « que les représentants de la Fondation à l'étranger seraient des informateurs propres au parti, qui ne se différencieraient en rien des agents résidents du BND si ce n'est par un moins haut niveau d'instruction dans le domaine spécifique du renseignement ». Cette activité para-BND et d'action secrète (influence politique et financière, communication d'informations utiles au parti et jusqu'au commerce d'armes), la CIA l'enregistre dans toute l'Amérique latine, en Namibie, au Zaïre, au Nigeria, au Maroc, au Togo, au Portugal, en Turquie, en Jordanie et en Arabie Saoudite. A partir de ces constatations, les échanges d'informations et la coopération sont caracté-

risés dans le monde comme contre-insurrectionnels.

Le financement des fondations politiques est intéressant lui aussi dans ce contexte. Le juriste Karl-Heinz Seiffert le qualifie de contraire à la Constitution. Pour Henning von Vierregge, la signification des fondations pour les partis réside dans le fait qu'elles reçoivent des subventions de l'Etat qui ne pourraient être attribuées aux partis du fait des règles juridiques. De plus, ces subventions attribuées aux fondations sont soustraites pratiquement à tout contrôle public. « Les partis donnent des renseignements financiers sur leur fondation avec autant d'empressement que les gens qui ont de gros revenus sur leur compte en Suisse » (Le Spiegel). En d'autres termes, les centaines de millions de DM de subventions qui sont versés sur les comptes des fondations politiques et détournés ne sont rien d'autre qu'un fonds immense destiné à des opérations secrètes.

Cela n'étonne vraisemblablement plus personne de savoir que naturellement le Ministère pour la Coopération Economique lui aussi est entre les mains de la Fondation, bien qu'il se soit toujours intelligemment distancié. « Ceci est l'affaire des fondations, les activités des fondations politiques n'ont pas à être jugées », déclare Siegfried Lengl, ancien chef de la Fondation Seidel et qui détermine aujourd'hui en tant que Secrétaire d'Etat au Ministère de la Coopération Economique la politique dans ce domaine. Et naturellement aussi « l'honorable » Fondation Adenauer se distancie de la « scandaleuse » Fondation Seidel, qui par exemple agit au Portugal avec Kaulza de Arriaga, le boucher du Mozambique, ou en Espagne avec les fascistes Fraga et Munoz, en Turquie avec Türkes, le chef des « loups gris ». En vérité, les fonds de la Fondation Seidel se sont multipliés par sept depuis 1977 et cet argent vient des comptes de la Fondation Adenauer, qui elle, tire les siens pour la plus grosse partie des contribuables, avant de les verser à la Fondation Seidel.



Comme il a déjà été dit : opérer de manière séparée — et frapper ensemble. Ce jeu bien combiné est démontré par un figure-clé : Edmund Moser, dirigeant depuis longtemps de la Fondation Konrad Adenauer en Amérique latine (siège à Caracas). Il rassemble en même temps et par l'intermédiaire de la Fondation Seidel des dons de Siemens, KWU, AEG, Bosch, etc., pour financer entre autres le parti d'extrême-droite COPEI au Venezuela. L'argent transite illégalement par les comptes de son frère Gerald Moser et de la tristement célèbre « Union bavaroise » et est envoyé en Amérique du Sud pour la lutte contre la « subversion ».

En juillet 1980, à l'invitation de la Fondation Adenauer, des membres de la junte salvadorienne sont venus à Berlin-Ouest pour se mettre à la page de la « lutte efficace contre le terrorisme ». Ceci a suscité des protestations; et chez les gens de la Fondation Adenauer la décision de fonder par l'intermédiaire de leur représentant Moser, une organisation pouvant prendre en charge ce type d'« opérations délicates », épargnant ainsi la une des journaux à la Fondation Adenauer. « L'Association Internationale pour la Liberté et la Démocratie » est alors créée. Elle organise, en avril 1983, une

conférence de presse pour les « contras » de la FDN, au cours de laquelle celle-ci peut appeler à un renversement par les armes du gouvernement de Managua. En mai 1983, après cinq mois de lavage de cerveau, l'ancien commandant salvadorien Alejandro Montenero est présenté comme dissident à l'opinion publique en RFA et envoyé en tournée européenne.

Dans le « Traité sur la Politique Extérieure Allemande », il est dit avec beaucoup de délicatesse à propos de tout cela : « L'activité considérable dans le domaine de l'aide au développement fournie par les fondations des partis politiques, demeure par ses ramifications, difficilement contrôlable. L'activité de ces institutions à l'étranger va bien plus loin que l'aide au développement. Il y a peu d'instruments de politique extérieure qui influent de manière aussi intense sur l'opinion des forces politiques dirigeantes de nombreux pays en voie de développement. »

Cellules Révolutionnaires

\* Cette Fondation est l'équivalent pour le parti chrétien-démocrate allemand, de la Fondation Friedrich-Ebert pour le parti social-démocrate. Elle est particulièrement active en Amérique latine où elle soutient entre autres les menées antisandinistes des forces contre-révolutionnaires que l'on désigne sous le nom de « contras ».

### Un communiqué de Rote Zora

## « Seule notre colère peut nous aider à combattre l'état de normalité impérialiste »

« De la brosse à dents électrique à la chaise roulante, tout au service de l'humanité. »

**Q**ue ce soit au service informatique de l'armée, que ce soit les radars des Tornados, des blindés Léopard ou Guépard, que ce soit sur le Milan ou les systèmes radio ou radar militaires, que ce soit dans l'élaboration du nouveau système de renseignements de l'OTAN, le NICS (Nato integrated communication systems : système qui nécessite que la RFA soit équipée en câblages en fibres de verre), l'électronique Siemens est à l'œuvre. Il n'y a pas de stratégie de l'OTAN sans le concours de l'électronique de Siemens, pratiquement pas de guerre où Siemens n'aura pas tiré de profits.

Siemens est le deuxième producteur d'armes en RFA, si l'on considère le chiffre d'affaires de l'armement, et a un rôle dirigeant en ce qui concerne la recherche dans le domaine de la technologie militaire. La micro-électronique est essentielle pour le développement des systèmes d'armes : deux tiers des coûts des armes nouvelles

peuvent être imputés à l'électronique. Le développement de la micro-électronique est, comme toute technologie de pointe, d'origine militaire.

La technologie de l'information est un instrument central de la conduite de la guerre à l'intérieur comme à l'extérieur : fichier informatique, installations de surveillance dans les rues, les boîtes et les taules, contrôle des identités. Tout cela serait impensable sans la micro-électronique. Le BKA et les services de police régionaux sont tous équipés d'ordinateurs Siemens et Siemens est toujours au premier rang quand il s'agit de décrocher des contrats financés par l'Etat.

Comme Siemens aime bien dissimuler la part qu'il prend à l'oppression sous le couvert des activités du trust (« tout pour l'humanité, de la brosse à dents électrique à la chaise roulante »), cela a constitué pour nous une raison supplémentaire de gratter cette belle façade, de détruire son image d'entreprise bien propre.

Pour faire apparaître sa responsabilité dans la guerre, l'oppression et l'exploitation, nous avons fait exploser deux bombes dans deux de ses usines : à Brunswick et à Witten...

**Seule notre colère peut nous aider à combattre l'état de normalité impérialiste.**

Comme certaines fractions du mouvement pour la paix fixent leur attention sur les seuls missiles de croisière, on pourrait facilement croire que la décision concernant le stationnement des missiles pourrait décider de la guerre et de la paix.

● Mais on oublie ainsi que d'innombrables hommes sont victimes jour après jour, dans ces pays qu'on appelle en voie de développement, de la politique de génocide ouverte ou cachée poursuivie par l'impérialisme occidental, de famines artificielles, de la stérilisation forcée, de la guerre au nom du progrès et de la liberté selon le modèle occidental.

● Mais on oublie qu'ici aussi les intérêts des puissants sont imposés par des formes de plus en plus dures d'exploitation et de répression.

● On oublie que c'est notre oppression quotidienne qui assure la « paix intérieure » dont ils ont besoin pour mener leur politique de guerre impérialiste vers l'extérieur. ■

Rote Zora



# Euskadi :

## guerre de classe et sale guerre

**C**'est en ces termes que le représentant du gouvernement socialiste de Madrid annonçait lors de l'enterrement d'un officier en octobre dernier, la nouvelle offensive contre les militants basques en Euskadi Nord.

La responsabilité de l'Etat espagnol dans « la guerre sale » sous toutes ses formes passées et présentes n'est plus à prouver. Dès son apparition en 1975, après l'exécution de Carrero Blanco, bras droit de Franco, et la déstabilisation du régime fasciste. Cette sale guerre s'est intensifiée en réponse à la reprise générale de la lutte armée après la « transition démocratique » et, aujourd'hui, à la suite de l'offensive de l'ensemble des forces révolutionnaires, cet automne, alors qu'un nouvel état d'exception a été mis en place.

La « sale guerre » a toujours été totalement intégrée à l'arsenal répressif. C'est une forme de l'oppression d'Etat, comme les lois d'exception, la torture, les exactions de la police et de l'armée...

C'est une manière de régler les comptes de « l'Audience nationale » (l'équivalent de la Cour de Sécurité de l'Etat en Espagne) et de résoudre de manière expéditive les mandats d'arrêt. Elle permet aussi de recueillir l'information que l'Etat ne réussit pas à obtenir au Sud, par la torture jusqu'à la mort des militants qu'il fait enlever et disparaître.

Policiers, militaires, truands et militants fascistes composent depuis huit ans les commandos

### « Ce qu'ils ont fait à Bilbao, nous le ferons à Bayonne »

qui font le travail de Madrid au Nord, avec plus ou moins de « réussite ». Defferre se serait même plaint, selon le FAZ (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*), journal proche du patronat allemand, du manque de discrétion et de professionnalisme de ces commandos, auprès de son homologue espagnol.

La complicité de l'Etat français, et pas seulement de sa police, est évidente elle aussi, et cela hier comme aujourd'hui. Car s'il est complice au Nord, il l'est aussi pour la répression au Sud, car dans les procès, les notes et les informations de la police française sont utilisées pour étayer les accusations. Pour ce travail, la DST, les RG

et la Brigade Criminelle arment les tueurs. Il a été prouvé, plusieurs fois, que les policiers espagnols et autres commandos ont utilisé des informations fournies par la police française. Cette même police qui est chargée des enquêtes sur les attentats, ne manifeste pas l'ombre d'une volonté de retrouver et neutraliser les auteurs. Les per-



Un document de J.M. Beñaran « Argala »

### « Ce qui nous unit, c'est d'appartenir à la même classe »

**J.M. Benaran dit « Argala », cadre révolutionnaire d'ETA, a été l'un des responsables de l'opération « OGRO », exécution du Premier Ministre de Franco, Carrero Blanco. Il a été l'une des principales victimes de la guerre sale.**

**L**orsque l'on me demanda de faire la présentation de ce livre qui traite d'une analyse théorique du nationalisme basque, de sa conception à travers l'histoire vue par les différentes classes sociales qui existent en Euskadi et de leurs relations avec l'internationalisme dans la conscience de la classe ouvrière, il me sembla plus indiqué de ne pas faire une présentation critique — chaque lecteur fera sans aucun doute la sienne — mais de rapporter brièvement mon expérience politique personnelle, c'est-à-dire ma prise de conscience, avec la problématique nationale basque et avec la classe ouvrière la plus spécifique de notre pays, ainsi que le développement de cette prise de conscience à travers mon activité politique en tant que militant d'ETA en Euskadi

Sud et, plus tard, comme réfugié basque en Euskadi Nord.

Afin que ce récit ne soit pas mal interprété, je tiens à préciser qu'il n'a pas pour objectifs de faire connaître ma biographie, mais qu'il tente d'apporter au lecteur une expérience personnelle — ni plus ni moins valable que celle de n'importe quel autre Basque — afin d'enrichir par quelques faits vécus, le travail théorique réalisé par Jokin Apatigui.

Je ne considère pas non plus que l'expérience d'une personne soit applicable à d'autres, même si l'évolution de cette personne a pu se produire en suivant les mêmes voies d'organisation. D'autre part, je considère

que l'expérience n'est rationnelle qu'avec un certain recul par rapport au présent. Son interprétation dépend du moment de la vie pris comme point de référence. Cette expérience ne pourra servir que si l'on tient compte des circonstances précises et des éléments qui en sont la cause et que l'on aurait pu oublier pour ne pas en avoir été conscient en son temps.

Je suis né à Arrigorriaga, en 1949. D'après mes calculs, lorsque j'y vivais, Arrigorriaga était une bourgade d'environ 8 000 habitants, dont une grande partie était des immigrants provenant des différentes régions et peuples de l'Etat espagnol. Proche de la zone de langue basque de

la vallée d'Arratia, elle était cependant exclusivement dans l'orbite de la ville industrielle de Bilbao et de ses alentours, avec un fort pourcentage d'immigrés et, pour cette raison et beaucoup d'autres, historiques, on y parlait presque exclusivement espagnol. Jusqu'à il y a une douzaine d'années, l'euskara était une langue en voie de disparition, connue seulement du secteur très réduit des « baserritarras » (parlant basque) qui, sans aucun doute, l'utilisaient chez eux, alors que les jeunes avaient honte de le parler dans la rue. La connaissance de l'euskara, au lieu d'être un motif d'affirmation nationale, en tant que peuple différent, provoquait

sonnes arrêtées le sont le plus souvent par hasard ou par bêtise. De toute façon, elles ne font pas de vieux os dans les prisons : à preuve les quatre policiers appartenant à des unités spéciales, prises récemment en flagrant délit d'enlèvement et qui ont été relâchés après quelques semaines seulement.

Cette responsabilité/complicité du gouvernement français n'est pas prête de disparaître, car il a bien compris les questions posées par les prolétaires basques (et que l'on retrouve dans le texte du militant basque « Argala » assassiné lui aussi, publié dans ce dossier) et ce que cela représente pour lui : le problème basque n'est pas un problème espagnol ou français, mais le problème de la libération au Sud comme au Nord.

Le pseudo-consensus est irrémédiablement brisé par l'interaction des luttes populaires du Sud et du Nord. Pour le gouvernement de Paris, la « sale guerre » produite par l'Etat espagnol devient une arme de pression et de terreur pour lutter contre la volonté de libération au Nord. Il espère produire une division entre exilés et population, entre la cause des militants du Sud et celle du Nord, car il pense que c'est encore possible, et que l'Euskadi Nord doit rester une « belle réserve pour touristes ».

Les manifestations après la mort du réfugié Mikel Goikoietchea montrent la vanité de cet espoir et la réalité de la conscience basque au Nord. ■

surtout un complexe d'infériorité.

Mon père, né dans la même ville, était d'origine ouvrière, travaillant depuis l'enfance. Pendant mes six premières années, il fut co-proprétaire d'une petite affaire de menuiserie avec ses frères. Cette affaire n'employait qu'un seul salarié qui, fréquemment, hors des heures de travail, vivait avec eux, en famille. Mon père, fils de Basques, ne parlait absolument pas l'euskara. Ma mère, d'origine basque, fut obligée, très jeune, d'aller offrir ses services comme « femme de ménage » chez de riches bourgeois, travail qu'elle devait poursuivre jusqu'à son mariage. Bien que parlant basque, je ne sais pas si ce fut du fait de la vie en commun avec mon père et sa famille — tous vivaient dans un seul appartement — ou par un complexe d'infériorité très répandu à cette époque parmi les euskaldunes, à la maison on ne parlait que l'espagnol. Et c'est pourquoi jusqu'à il y a peu, je ne parlais pas euskara.

Alors que j'étais encore enfant, par hasard, en jouant à la loterie, mon père parvint à réunir



Argala.

# « Ce qui nous unit, c'est d' »



une quantité d'argent suffisante pour se lancer à son compte dans la construction de logements. Il devint ainsi un petit industriel de la construction, niveau social qu'il devait occuper jusqu'à sa mort.

Pendant longtemps, l'enseignement reçu à l'école fut un facteur déterminant de mon éducation. J'étudiais les prouesses des conquérants espagnols et les fameuses croisades, considérant la perte de l'Empire espagnol comme le résultat lamentable d'une accumulation d'injustices historiques de la part d'autres nations, comme l'Angleterre et la France. Pour moi, Primo de Rivera, fondateur de la *Phalange*, était un héros national et les « Rouges », comme on appelait dans les livres d'histoire tous ceux qui étaient contre le franquisme, étaient des hordes athènes de violeurs et d'assassins.

Jamais, durant mon enfance, je ne me posais sérieusement et positivement de questions sur l'existence de la problématique nationale basque. Même si je la connaissais un peu par mon père qui écoutait chaque soir une émission de radio interdite, dont les nouvelles étaient à moitié étouffées par un flot de bruits et d'interférences qui les rendaient presque inaudibles.

Mon père était un patriote basque, sympathisant du PNV (Parti National Basque). Et moi, j'étais un patriote espagnol, partisan de Franco, pour la paix, qu'après trois années de « *sédition et d'incendies de couvents, il avait donné à tous les Espagnols* ». Pour cette raison, les affrontements à la maison étaient fréquents. Et, si je n'ai jamais été puni, c'est simplement parce que mon père comprenait qu'il discutait avec un enfant et qu'il était préférable de le laisser grandir et mûrir plutôt que de le réprimer.

Ma famille paternelle, ainsi que ses connaissances, pour la plupart nationalistes, formaient mon milieu ambiant. Je pouvais fréquemment percevoir cette étrange atmosphère de conversations dans l'intimité de leurs foyers au cours desquelles on citait les noms de Sabine Arana, fondateur du PNV, et de J.A. Aguirre, alors président du Gouvernement basque en exil. Cependant, tout cela, sans que je ne m'en rende compte, imprégnait mon subconscient. C'était insuffisant pour combattre l'influence de l'enseignement scolaire et même pour m'amener à me poser des questions auxquelles, de toutes façons, j'étais peu sensible étant donné mon jeune âge.

Par contre, je garde un vif souvenir de l'impossibilité dans laquelle je me trouvais de communiquer avec ma grand-mère maternelle. Elle parlait à peine espagnol et je ne connaissais pas l'*euskara*. Pour cette raison, nos conversations se limitaient à l'échange de quelques mots.

Elle mourut sans que nous ne soyons parvenus à avoir une véritable conversation. Je me rappelle aussi que, lorsque nous allions lui rendre visite, ma mère parlait *euskara* avec sa famille, sans que je ne puisse rien comprendre. Ces visites sporadiques produisaient en moi un sentiment d'infériorité. Sentiment qui, je le compris plus tard, était celui d'une grande partie — sans aucun doute la plus authentique — de mon peuple.

D'autre part, malgré son nationalisme sabinien, mon père était un fervent admirateur de l'organisation sociale de l'URSS et du communisme en général. Même si, peut-être, il l'entendait d'une façon un peu particulière. C'est certainement pour cela que les termes « socialisme » et « communisme », une fois libérés du poids de l'éducation reçue à l'école, me parurent une option sociale plus positive que les autres, contrairement à l'héritage anticommuniste que trop de Basques de toutes les couches sociales ont reçu du nationalisme traditionnel. La difficulté pour me rapprocher d'eux se situait sur le terrain idéologique, car j'étais profondément religieux.

Les amis de mon père étaient ouvriers et mes amis, des fils d'ouvriers, et c'est là le milieu social dans lequel j'ai grandi. Même si, jusqu'à l'adolescence, je fus incapable de connaître la division de la société en classes. Ce ne furent pas non plus ces relations qui me poussèrent à prendre position pour la classe ouvrière et à opter pour le modèle social marxiste. Je crois que mon évolution dans ce sens se fit en deux étapes. La première fut caractérisée par trois éléments : négation de l'individualisme petit-bourgeois, condamnation de l'exploitation capitaliste et, en réponse à cela, l'affirmation ouvrière et la vision idéaliste, d'inspiration religieuse, de la société.

Je me rappelle très bien les préoccupations économiques que le développement de son entreprise causait à mon père. La construction d'un édifice dépendait de la vente des locaux construits antérieurement et des crédits bancaires. Je me le rappelle souvent, seul dans son bureau, malade jusqu'à l'angoisse, sentiment dont la contagion ne pouvait m'épargner. Je compris rapidement que cette concurrence, cette loi de la jungle, qui régit les relations sociales entre patrons, ne pouvait apporter un minimum de bien-être social. De la façon dont moi je l'entendais, bien sûr, c'est-à-dire qu'il était préférable de collectiviser la propriété pour que les bénéficiaires et les préoccupations soient égaux pour tous. Ce souvenir resta si profondément ancré en moi que jamais je n'ai voulu reprendre les affaires de mon père, malgré les bénéfices que, sans aucun doute, il en retirait. Peut-être manquais-je de courage car d'autres, dans une situation pareille, l'auraient fait.

Dès que j'ai eu l'âge de raison — façon de parler — j'ai pu mesurer l'exploitation de la classe ouvrière sans, pour cela, la comprendre en tant que telle pendant longtemps. J'ai vu des travailleurs — mes propres voisins — qui, après leur journée de travail, étaient obligés de faire des heures supplémentaires dans l'entreprise de mon père ou dans d'autres pour pouvoir survivre avec leurs familles. Vers l'âge de 17 ans, j'entrais dans un mouvement d'action catholique, la *Légion de Marie*, dont un des buts était de « plonger » dans la misère pour tenter de consoler ceux qui devaient la subir. Ce qui, progressivement, devint évident pour moi, c'est que la consolation ne supprime ni la faim, ni les maladies. C'est seulement avec les luttes ouvrières qui se produisirent dans ma région au milieu des années 60, et particulièrement, avec la grève de *Bandas* et la répression pendant l'état d'exception qui suivit, ainsi que la lecture de romans sur le thème du sacerdoce ouvrier, que j'arrivais à comprendre la division de la société en classes et leurs intérêts opposés.

Je comprenais le problème, mais je méconnaissais encore les solutions possibles pour le résoudre. Le caractère antagonique de l'affrontement entre la bourgeoisie et le prolétariat m'échappait et, de façon générale, toute la rationalisation de la problématique sociale. Ma vision était faite d'expériences personnelles et de mon interprétation idéaliste. Je devais être auprès de celui qui souffrait et l'aider. Je devrais faire quelque chose pour améliorer les conditions de vie des travailleurs, mais je n'arrivais pas à comprendre l'existence d'un mode de production capitaliste qui provoquait l'exploitation de la classe ouvrière et sa répression. Je me rappelle, par exemple, que pour sensibiliser l'opinion sur la guerre du Viêt-Nam, nous affichions, à la porte de l'église paroissiale, des photographies d'enfants tués par les bombes. Mais, ce que ni moi ni mes compagnons ne comprenions alors, avec toutes ses conséquences, était que la guerre du Viêt-Nam n'était pas un mal en soi, mais le produit de l'impérialisme américain dans sa lutte contre les justes aspirations de libération nationale et sociale du peuple vietnamien. Et que la seule solution possible résidait dans la défaite des troupes US sur ce territoire.

C'est un peu plus tard, dans une seconde étape, que j'ai connu une profonde transformation idéologique qui me permit de mettre chaque élément de casse-tête à sa place. J'aimais l'étude et je voyais la nécessité de rationaliser mes expériences, de comprendre le pourquoi des choses. Ma conception religieuse de la vie, de l'homme et de ses relations sociales, entra en crise. Cette crise était due au fait que cette conception religieuse était insuffisante pour expliquer chacun des problèmes que je me posais. C'est alors que j'ai commencé à étudier la théorie marxiste.

A ce moment, on parlait déjà d'une nouvelle organisation politique patriote, basque et socialiste, qui luttait pour l'indépendance d'Euskadi. Il s'agissait d'ETA. Les *ikastolas* se développaient et des jeunes commençaient à chanter en *euskara*. La question basque se

posait dans toute son ampleur. Notre peuple, pratiquement anéanti, ressuscitait et cette résurrection se fit également sentir à Arrigorriaga. Les classes du soir d'*euskara* pour adultes commençaient et ceux qui parlaient basque commençaient à dominer leurs complexes et étaient fiers de parler *euskara*.

Ces deux facteurs — l'étude du marxisme et la renaissance du nationalisme basque — eurent pour résultat de me faire prendre conscience de l'existence d'Euskadi comme nation différente, composée de sept régions, séparées par les armes des Etats oppresseurs, espagnol et français, de la division de la société en classes dressées l'une contre l'autre par des intérêts irréconciliables, et qu'Euskadi n'était pas une exception dans ce sens. J'ai également compris que ce fut l'« *Évangélisation de l'Amérique* » par les Espagnols et ce que furent les « *Croisés* », les « *Rouges* » et le « *glorieux soulèvement national* ». Que la question n'était pas que les riches aident les pauvres, ni seulement que les salaires des ouvriers soient augmentés, mais qu'il fallait socialiser les moyens de production. Que pour rechercher la solidarité, la bonne volonté n'était pas suffisante, mais qu'il fallait procéder à une transformation du mode de production capitaliste qui domine actuellement par un autre, le mode de production socialiste. Que pour cela, il fallait que la classe ouvrière prenne le pouvoir politique, qu'un appareil d'Etat n'était pas neutre, ce qui obligeait la classe ouvrière à détruire l'Etat bourgeois pour en créer un autre, le sien. Que la bourgeoisie avait recours aux armes lorsque ses privilèges étaient en danger, ce qui permettait de penser que si la classe ouvrière ne se posait pas le problème en des termes semblables, nous pourrions vivre de nombreux massacres et peu de révolutions. Une fois ce processus de compréhension entamé — et je souhaite ne jamais devoir le considérer comme terminé — je fus amené à envisager mon entrée dans ETA et à l'accepter.

Malgré les difficultés de relations organisationnelles dues aux exigences de la clandestinité dans laquelle notre activité politique devait se développer, mon militantisme dans ETA m'a permis d'approfondir la connaissance de la question nationale et de ses relations avec la lutte de classes. Mais ce fut fondamentalement la scission qui se produisit lors de la VI<sup>e</sup> Assemblée — déclarée illégale — qui m'obligea à réviser toute ma vision du monde. Avant de prendre position, elle me permit de donner une cohérence, me confirmant dans sa justesse.

Le groupe appelé VI<sup>e</sup> Assemblée défendait la thèse selon laquelle l'oppression nationale dont souffrait le Peuple Basque était une conséquence historique de plus d'un développement social dont le moteur était la lutte de classes. Dans le processus de consolidation du mode de production capitaliste, les bourgeoisies des Etats espagnol et français, recherchant la domination des plus vastes marchés possibles, avaient séparé Euskadi en deux. En essayant d'homogénéiser leurs marchés respectifs, tant sur le plan juridique que linguistique, ils avaient détruit l'ancienne organisation



Manifestation contre l'OTAN en Euskadi.

juridique proprement basque et tenté de supprimer sa langue, en imposant les cultures française et espagnole qui non seulement devenaient dominantes, mais, de plus, les seules admises. Une fois que le mode de production capitaliste sera dominé et que les travailleurs français et espagnols — nouvelle classe hégémonique — n'auront plus aucun intérêt à maintenir l'oppression du Peuple Basque, celle-ci disparaîtra automatiquement. Par conséquent, l'objectif fondamental était constitué par le triomphe de la révolution socialiste au niveau des Etats français et espagnol.

Pour y arriver le plus rapidement possible, il était nécessaire d'unir les travailleurs au niveau de l'Etat, car c'est à ce niveau que la lutte de classes se développe d'une façon significative. ETA avait toujours défendu l'indépendance d'Euskadi et, d'après la VI<sup>e</sup> Assemblée, cette

revendication de leur basco l'abandonnait politique en fa mination na ter une op sujet. L'op était non révolutionn la division vrière et fre volutionnair était petite représentai petite bou devenir la nouvel Eta Tentative q rait bénigne où en était de dévelop

L'option alors réacti sement, co sence, la lu dérée com servée aux messianique

## L'alternative

Cette alternative était proposée par les organisations politiques (Henri Batasuna), politique (L.A.B.) à la fin du régime de libération du pays basque et du peuple basque dans les conditions :

1. *Amnistie* : comprise tactiquement comme la libération des prisonniers politiques basques.
2. *Libertés démocratiques* : légalisation de toutes les organisations politiques indépendantes sans qu'ils soient obligés d'être reconnus par l'Etat National, etc.).
3. *Expulsion d'Euskadi des forces de l'ordre* (police, armée, etc.).
4. *Amélioration des conditions de vie et de travail* des classes populaires, et tout particulièrement de la classe ouvrière.
5. *Statut d'autonomie*, si les points suivants y sont inclus :
  - Entrée en vigueur simultanée dans les quatre provinces d'Euskadi Sud.
  - Reconnaissance de la souveraineté nationale et de l'autodétermination incluant la possibilité de se séparer de l'Etat indépendant.
  - Reconnaissance des liens nationaux existants entre Euskadi Sud et le Nord.
  - Les forces de défense civiles, qui se substituent aux forces répressives actuelles, seront créées par le gouvernement basque et dépendront uniquement de lui.
  - Les forces armées cantonnées en Euskadi seront dissoutes et intégrées au gouvernement basque.
  - Le peuple basque sera doté de pouvoirs capotés à chaque moment, le choix de structures économiques et politiques qu'il considère les plus adéquates pour son bien-être. L'*Euskara* sera la langue officielle et prioritaire.

Jusqu'à l'entière souveraineté nationale.



# « Appartenir à la même classe »



...isait les travail-  
... Il fallait donc  
... adopter une po-  
... de l'autodéter-  
... le, sans adop-  
... oncrète à son  
... ndépendantiste  
... ment contre-  
... ar elle semait  
... la classe ou-  
... processus ré-  
... is, en plus, elle  
... geoise car elle  
... tentative de la  
... ie basque de  
... dominante du  
... sque à créer.  
... ailleurs, s'avé-  
... t donné le point  
... t le processus  
... t historique.  
... ndantiste était  
... re. Très curieu-  
... ant avec cette  
... née était consi-  
... méthode ré-  
... aux ambitions  
... ui tentait de se

**KAS**

majorité des  
militaire (ETA  
quistes, pour la  
posait comme

ration de tous

partis politiques  
leurs statuts.

ia Civil, Police

il des classes  
ière.

t:

ons historiques

adi, droit à  
tion d'un Etat

Euskadi Nord

nt aux forces  
ent basque et

us contrôle du

de lui donner,  
es, sociales et  
on progrès et

skadi. ■

substituer au protagonisme des classes ouvrières. Elle ne représentait plus que l'expression d'une petite-bourgeoisie qui se débattait désespérément contre son inexorable marginalisation historique. Suivant ce schéma, et bien que cela n'ait jamais été dit, ETA ne représentait rien d'autre que la version antifranquiste, et pour cela radicale, de la politique petite-bourgeoise du PNV. En définitive, elle n'était rien de plus qu'une organisation appelée à être assimilée par ce Parti, une fois la démocratie politique atteinte, si cela était possible.

Si j'étais d'accord avec leur analyse quant à l'origine de l'oppression du Peuple Basque, je rejettais par contre totalement les conclusions qu'ils en tiraient. Leur schéma, copie exacte de celui appliqué par Lénine en URSS, me paraissait erroné pour Euskadi. Les peuples et, en eux, chaque secteur, ne choisissent pas à un moment donné, mais continuellement, dans un processus au cours duquel leurs options peuvent changer si la réalité le conseille. L'impérialisme espagnol n'était pas la seule cause de l'existence de l'option indépendantiste. Il y avait également l'incompréhension historique dont ont fait preuve les partis ouvriers espagnols à propos de la question basque. L'option indépendantiste était l'expression politique qui ne pouvait être menée à bien que par les couches populaires, sous la direction de la classe ouvrière. Elle seule est capable d'assumer, aujourd'hui, en Euskadi, avec toutes ses conséquences, la direction d'un processus d'une telle envergure. C'est précisément parce que la classe ouvrière a assumé la question basque que la renaissance nationale d'Euskadi a été possible.

Mes relations postérieures, comme membre d'ETA, avec les représentants de divers partis ouvriers révolutionnaires espagnols, n'ont servi qu'à confirmer cette vision. Ces partis ne comprenaient la question basque que comme un problème gênant qu'il fallait faire disparaître. Il me semblait toujours que l'unité de « l'Espagne » était pour eux quelque chose d'aussi sacré que pour la bourgeoisie. Ils n'arrivaient jamais à comprendre que le caractère national qu'adoptait la lutte de classe en Euskadi était un facteur révolutionnaire. Au contraire, pour

eux, elle n'était qu'une note discordante dans le processus révolutionnaire espagnol qu'ils souhaitaient contrôler.

Quant aux relations entre Euskadi continentale (Nord) et Euskadi péninsulaire (Sud), l'exil me permit de connaître directement le problème. Jusqu'alors, mon opinion sur ce problème obéissait plus à des raisons historiques et idéologiques qu'à une connaissance réelle d'Euskadi continentale actuelle. Cependant, l'expérience ne fit que confirmer mes hypothèses et les doter d'une base plus scientifique.

Euskadi continentale est une région qui manque pratiquement d'industrie. Les bases de son économie sont constituées par les activités d'un secteur primaire, et des activités touristiques. Avec une population qui ne dépasse pas le quart de million d'habitants et complètement en marge des centres économiques français, elle subit une émigration aiguë de sa main-d'œuvre jeune. L'euskara est très connue dans les zones rurales, et passablement sur la côte. Sa participation aux côtés de la France dans les deux guerres de Libération nationale contre les pouvoirs centraux et l'inexistence d'une classe sociale capable de conduire une dynamique nationale propre fait que, jusqu'à ces dernières années, la conscience nationale a été la propriété exclusive de secteurs intellectuels déterminés. Mais l'onde expansive de la lutte en Euskadi péninsulaire, avec le travail de ces secteurs intellectuels, a permis une prise de conscience toujours plus importante. L'Etat français s'est rendu compte du danger que représentent ces deux facteurs et il déclara ETA et *Enbata* illégaux. Comme cela se produit fréquemment dans ces cas, une telle mesure n'aura servi qu'à renforcer ce nouveau nationalisme. De nouvelles organisations se formèrent et elles commencèrent, bien que lentement, à se développer. D'autre part, il est évident que la seule solution économique viable pour Euskadi continentale est son intégration à la zone péninsulaire où elle pourra trouver les capitaux et la technologie dont elle a besoin pour cesser d'être une réserve touristique et productrice de main-d'œuvre destinée à l'émigration. Malgré les différentes cultures créées entre les deux

zones d'Euskadi par deux siècles de séparation forcée, la langue rend cette intégration possible. J'ai pu me rendre compte que malgré le degré peu développé de la conscience nationale en Euskadi continentale, l'unité des deux parties de notre peuple était non seulement justifiée par des raisons historiques, mais aussi par des raisons économiques, et qu'il était possible d'y arriver. Ainsi les deux zones du pays ne doivent-elles pas cheminer séparément en suivant deux stratégies propres aux Etats dans lesquels se trouve chacune d'elles. Au contraire, elles devront développer une seule stratégie nationale et unitaire, tout en coordonnant bien sûr des tactiques et des étapes différentes correspondant à la réalité de chaque zone.

Quant à la lutte armée, mon interprétation ne correspondait pas non plus à celle formulée par la VI<sup>e</sup> Assemblée. Le fait qu'elle soit pratiquée de façon minoritaire ne voulait absolument pas dire qu'elle exprimait les intérêts de la petite-bourgeoisie basque. Elle représentait seulement l'expression la plus radicale du mécontentement des couches populaires basques et, en particulier, de la classe ouvrière. L'identification de cette classe avec ceux qui la pratiquaient commença à apparaître de façon évidente à l'occasion du jugement de Burgos en décembre 1970. Depuis lors, elle n'a fait qu'augmenter. La lutte armée était le résultat de la convergence de l'oppression nationale et de l'exploitation de classe que les travailleurs basques — compris dans le sens le plus large — subissaient sous la dictature franquiste. Elle ne pouvait pas se développer tant que celle-ci se maintenait. L'accélération, moindre ou plus importante, de son processus de développement obéissait aux conditions de vie et de formation idéologique historiques du peuple basque par rapport à la lutte armée.

La lutte armée ne freinait pas non plus le travail des organisations de masse à d'autres niveaux. Au contraire, parce qu'elle devenait le pire ennemi du régime espagnol, le reste des formes de lutte devenait les ennemis secondaires, pouvant plus facilement être admises par le franquisme. Elle provoquait bien sûr d'intenses vagues de répression dans les secteurs qui tentaient d'organiser les masses travailleuses patriotiques. Mais cela n'était pas dû à la lutte armée en elle-même, sinon à l'unité organique qui se produisait au sein d'ETA, entre ces secteurs et ceux qui étaient chargés de la lutte armée.

La VI<sup>e</sup> Assemblée se déclarait internationaliste et qualifiait ETA de « nationaliste petite-bourgeoise ». Mais qu'est l'internationalisme prolétarien? Etre internationaliste exige-t-il des travailleurs d'une nation divisée et opprimée de renier leurs droits nationaux pour, ainsi, fraterniser avec ceux de la nation dominante? A mon avis, non. L'internationalisme prolétarien signifie la solidarité de classe exprimée dans le soutien mutuel entre les travailleurs des différentes nations, mis dans un respect mutuel de leurs formes particulières d'identité nationale. Si les relations entre les forces prolétariennes espagnoles et les forces patriotes basques n'ont pas été meilleures, ce n'est pas

à cause des justes revendications de ces dernières, mais de l'incompréhension et de l'action opportuniste des premières concernant la question nationale basque.

L'internationalisme prolétarien exige-t-il que les travailleurs de la nation politiquement plus avancée freinent leur rythme pour donner la main à ceux des nations les plus atardées? S'il devait en être ainsi, l'humanité serait encore dans un état stationnaire. Si plusieurs révolutions socialistes et de nombreuses luttes de libération nationale, dont on ne peut nier le caractère progressiste, ont triomphé, ceci est dû à l'existence de pays qui n'ont pas compris ainsi l'internationalisme prolétarien. Et plus encore, l'expérience prouve que chaque pays qui triomphe sur le capitalisme pose les prémisses pour l'extension de la révolution socialiste mondiale, car il n'y a pas de meilleur conseil que l'exemple. **La meilleure façon de cultiver l'internationalisme, c'est de faire avancer le processus révolutionnaire social, là où les conditions s'y prêtent.**

Le secteur patriote de la classe ouvrière basque — qui n'existait pas de façon consciente il y a quarante ans, ce qui a permis à la petite-bourgeoisie de diriger de façon prépondérante la lutte nationale — existait déjà dans les années 60. L'évolution d'ETA, avec ses brusques sauts et déviations dans un sens et dans l'autre, ne faisait qu'exprimer la recherche de l'affirmation idéologique et politique de cette classe au sein d'une réalité occupée par des secteurs dont les intérêts lui étaient étrangers.

La scission de la VI<sup>e</sup> Assemblée fut décisive dans ce sens. Depuis lors, il ne s'agissait plus de savoir où l'on en était, mais de savoir comment il fallait se situer. Le fait qu'ETA, entendu comme phénomène politique plus que comme organisation, n'ait pas été capable jusqu'à une date très récente de commencer à organiser les travailleurs patriotes basques de façon cohérente, n'est pas dû, comme le prétendent certains, à son caractère petit-bourgeois, mais à son inexpérience politique. Ce qui est logique dans un secteur social qui, en Euskadi, venait de prendre conscience de son identité et qui avait encore tout à apprendre.

Plus précisément, la prise de conscience de ce secteur social constitué par les travailleurs basques ayant une conscience nationale permettait de penser à Euskadi comme un cadre autonome pour la révolution socialiste qui devait forcément aller unie à la lutte de libération nationale, avec toutes ses dépendances face aux Etats espagnol, français et du monde.

La réalité postérieure n'a fait que confirmer ces hypothèses. Les luttes ouvrières d'Euskadi ont toujours eu leurs limites à la frontière de la Nation basque. La lutte politique a également eu en Euskadi un caractère différent du reste des Etats voisins. Ceci a obligé les partis espagnols de dimension étatique à décentraliser leurs structures, en créant des organismes de direction et des sigles au niveau d'Euskadi péninsulaire (Sud). Les partis ouvriers espagnols ont cessé d'être l'ennemi principal de l'Etat. Ce rôle est réservé aux forces patriotes ouvrières bas-

ques et, spécialement, à ETA. Les mêmes forces ont servi de révélateur et à radicaliser le processus révolutionnaire de tout l'Etat espagnol, confirmant la juste vision qu'a l'ETA de l'internationalisme prolétarien. Malgré l'inégalité qui existe entre Euskadi Nord et Sud, due aux différentes formes d'oppression nationale et aux différentes structures sociales économiques, le processus de rapprochement entre les deux zones est déjà évident (relations culturelles, économiques, inter-coopératives, partis politiques étendus aux deux zones). Leurs relations internes toujours plus importantes contredisent la thèse de ceux qui prétendent les insérer respectivement dans les processus français ou espagnol, indépendantes entre elles. Au contraire, étant donné les inter-relations déjà mentionnées, ce sont les appareils d'Etat espagnol et français qui ont commencé à unifier leur lutte contre le peuple basque.

Une fois le processus de décomposition du franquisme commencé, ETA, loin de grossir les rangs des organisations petites-bourgeoises, a suscité la création de partis ouvriers qui sont en plus en train de prouver qu'ils sont capables de donner une impulsion aux secteurs qui représentent une pratique révolutionnaire face à une politique réformiste de ceux qui se sont toujours proclamés d'authentiques communistes révolutionnaires.

Aujourd'hui, devant la double solution — petite-bourgeoisie basque ou socialiste espagnole — que l'on a présenté au peuple basque au cours du premier tiers de ce siècle, **un secteur de la classe ouvrière est en mesure d'offrir une troisième voie : la révolution socialiste basque.**

Nous ne devons pas nous bercer d'illusions. Le triomphe de cette option est difficile. Et ses principaux obstacles — qui sont importants — ne seront pas exclusivement les partis bourgeois, qui peuvent seulement rendre la lutte plus longue, ni l'existence d'un nombre élevé de travailleurs dépourvus de conscience nationale. La renaissance et l'extension de la conscience nationale basque, ainsi que son assimilation par les émigrants, signifient un processus long, mais, de nos jours, suffisamment profond pour pouvoir le considérer comme difficilement réversible. Aujourd'hui, l'obstacle le plus important est peut-être le niveau élevé de consommation qui existe en Euskadi péninsulaire — moteur du processus révolutionnaire basque — qui peut nous faire oublier que l'objectif des travailleurs basques n'est pas de consommer ce qui est nécessaire et superflu jusqu'au ridicule — et en même temps dramatique — mais de transformer nos relations sociales de production, en les rendant fraternelles et solidaires et nos relations avec les moyens de production, en nous les appropriant et en les mettant à notre service. Décider ce que nous voulons produire et comment nous voulons les distribuer, pouvoir penser et communiquer dans notre langue propre et créer notre propre culture, en résumé **être des hommes libres dans un pays libre.** Ceci constitue une révolution sociale et pour pouvoir la



# Si nous unit, c'est d'appartenir à la n

que j'ai eu l'âge de raison n de parler — j'ai pu me-exploitation de la classe sans, pour cela, la com- en tant que telle pen- temps. J'ai vu des tra- — mes propres voisins près leur journée de tra- ent obligés de faire des supplémentaires dans rse de mon père ou autres pour pouvoir sur- ec leurs familles. Vers 17 ans, j'entrais dans vement d'action catholi- égion de Marie, dont un s était de « plonger » misère pour tenter de r ceux qui devaient la e qui, progressivement, vidant pour moi, c'est onsolation ne supprime ni les maladies. C'est nt avec les luttes ou- qui se produisent dans n au milieu des années articulièremment, avec la à Bandas et la répres- andant l'état d'exception t, ainsi que la lecture de sur le thème du sacer- vrier, que j'arrivais à dre la division de la so- classes et leurs intérêts

mprenais le problème, méconnaissais encore ions possibles pour le t. Le caractère antago- l'affrontement entre la isie et le prolétariat pait et, de façon géné- la rationalisation de la tique sociale. Ma vi- it faite d'expériences elles et de mon interpré- liste. Je devais être e celui qui souffrait et e devrais faire quelque ur améliorer les condi- vie des travailleurs, n'arrivais pas à com- l'existence d'un mode ction capitalise qui pro- l'exploitation de la vrière et sa répression. appelle, par exemple, r sensibiliser l'opinion ère du Viêt-Nam, nous à la porte de l'église e, des photographies tués par les bombes. que ni moi ni mes com- es comprennent alors, es ses conséquences, la guerre du Viêt-Nam s un mal en soi, mais le l'impérialisme améri- sa lutte contre les jus- ons de libération na- sociale du peuple viet- t que la seule solution sésidait dans la défaite s US sur ce territoire.

n peu plus tard, dans nde étape, que j'ai p profonde transforma- gique qui me permit chaque élément du à sa place. J'aimais je voyais la nécessité aliser mes expérien- mprendre le pourquoi s. Ma conception reli- la vie, de l'homme et lions sociales, entra tte crise était due au tte conception reli- it insuffisante pour chacun des problè- me posais. C'est j'ai commencé à étu- rie marxiste.

ment, on parlait déjà velle organisation po- iote, basque et socia- uttait pour l'indépen- uskadi. Il s'agissait s ikastolas se déve- et des jeunes com- nt à chanter en a question basque se

posait dans toute son ampleur. Notre peuple, pratiquement anéanti, ressuscitait et cette résurrection se fit également sentir à Arrigorriaga. Les classes du soir d'euskara pour adultes commençaient et ceux qui parlaient basque commençaient à dominer leurs complexes et étaient fiers de parler euskara.

Ces deux facteurs — l'étude du marxisme et la renaissance du nationalisme basque — eurent pour résultat de me faire prendre conscience de l'existence d'Euskadi comme nation différente, composée de sept régions, séparées par les armes des Etats oppresseurs, espagnol et français, de la division de la société en classes dressées l'une contre l'autre par des intérêts irréconciliables, et qu'Euskadi n'était pas une exception dans ce sens. J'ai également compris que ce fut l'« *Évangélisation de l'Amérique* » par les Espagnols et ce que furent les « *Croisés* », les « *Rouges* » et le « *glorieux soulèvement national* ». Que la question n'était pas que les riches aident les pauvres, ni seulement que les salaires des ouvriers soient augmentés, mais qu'il fallait socialiser les moyens de production. Que pour rechercher la solidarité, la bonne volonté n'était pas suffisante, mais qu'il fallait procéder à une transformation du mode de production capitaliste qui domine actuellement par un autre, le mode de production socialiste. Que pour cela, il fallait que la classe ouvrière prenne le pouvoir politique, qu'un appareil d'Etat n'était pas neutre, ce qui obligeait la classe ouvrière à détruire l'Etat bourgeois pour en créer un autre, le sien. Que la bourgeoisie avait recours aux armes lorsque ses privilèges étaient en danger, ce qui permettait de penser que si la classe ouvrière ne se posait pas le problème en des termes semblables, nous pourrions vivre de nombreux massacres et peu de révolutions. Une fois ce processus de compréhension entamé — et je souhaite ne jamais devoir le considérer comme terminé — je fus amené à envisager mon entrée dans ETA et à l'accepter.

Malgré les difficultés de relations organisationnelles dues aux exigences de la clandestinité dans laquelle notre activité politique devait se développer, mon militantisme dans ETA m'a permis d'approfondir la connaissance de la question nationale et de ses relations avec la lutte de classes. Mais ce fut fondamentalement la scission qui se produisit lors de la VI<sup>e</sup> Assemblée — déclarée illégale — qui m'obligea à réviser toute ma vision du monde. Avant de prendre position, elle me permit de lui donner une cohérence, me confirmant dans sa justesse.

Le groupe appelé VI<sup>e</sup> Assemblée défendait la thèse selon laquelle l'oppression nationale dont souffrait le Peuple Basque était une conséquence historique de plus d'un développement social dont le moteur était la lutte de classes. Dans le processus de consolidation du mode de production capitaliste, les bourgeoisies des Etats espagnol et français, recherchant la domination des plus vastes marchés possibles, avaient séparé Euskadi en deux. En essayant d'homogénéiser leurs marchés respectifs, tant sur le plan juridique que linguistique, ils avaient détruit l'ancienne organisation



Manifestation contre l'OTAN en Euskadi.

juridique proprement basque et tenté de supprimer sa langue, en imposant les cultures française et espagnole qui non seulement devenaient dominantes, mais, de plus, les seules admises. Une fois que le mode de production capitaliste sera dominé et que les travailleurs français et espagnols — nouvelle classe hégémonique — n'auront plus aucun intérêt à maintenir l'oppression du Peuple Basque, celle-ci disparaîtra automatiquement. Par conséquent, l'objectif fondamental était constitué par le triomphe de la révolution socialiste au niveau des Etats français et espagnol.

Pour y arriver le plus rapidement possible, il était nécessaire d'unir les travailleurs au niveau de l'Etat, car c'est à ce niveau que la lutte de classes se développe d'une façon significative. ETA avait toujours défendu l'indépendance d'Euskadi et, d'après la VI<sup>e</sup> Assemblée, cette

revendication divisait les travailleurs basques. Il fallait donc l'abandonner et adopter une politique en faveur de l'autodétermination nationale, sans adopter une option concrète à son sujet. L'option indépendantiste était non seulement contre-révolutionnaire, car elle semait la division dans la classe ouvrière et freinait le processus révolutionnaire. Mais, en plus, elle était petite-bourgeoise car elle représentait une tentative de la petite bourgeoisie basque de devenir la classe dominante du nouvel Etat basque à créer. Tentative qui, par ailleurs, s'avérait bénigne étant donné le point où en était arrivé le processus de développement historique.

L'option indépendantiste était alors réactionnaire. Très curieusement, coïncidant avec cette thèse, la lutte armée était considérée comme une méthode réservée aux élites, aux ambitions messianiques, qui tentait de se

substituer au protagonisme des classes ouvrières. Elle ne représentait plus que l'expression d'une petite-bourgeoisie qui se débattait désespérément contre son inexorable marginalisation historique. Suivant ce schéma, et bien que cela n'ait jamais été dit, ETA ne représentait rien d'autre que la version antifranquiste, et pour cela radicale, de la politique petite-bourgeoise du PNV. En définitive, elle n'était rien de plus qu'une organisation appelée à être assimilée par ce Parti, une fois la démocratie politique atteinte, si cela était possible.

Si j'étais d'accord avec leur analyse quant à l'origine de l'oppression du Peuple Basque, je rejettais par contre totalement les conclusions qu'ils en tiraient. Leur schéma, copie exacte de celui appliqué par Lénine en URSS, me paraissait erroné pour Euskadi. Les peuples et, en eux, chaque secteur, ne choisissent pas à un moment donné, mais continuellement, dans un processus au cours duquel leurs options peuvent changer si la réalité le conseille. L'impérialisme espagnol n'était pas la seule cause de l'existence de l'option indépendantiste. Il y avait également l'incompréhension historique dont ont fait preuve les partis ouvriers espagnols à propos de la question basque. L'option indépendantiste était l'expression politique qui ne pouvait être menée à bien que par les couches populaires, sous la direction de la classe ouvrière. Elle seule est capable d'assumer, aujourd'hui, en Euskadi, avec toutes ses conséquences, la direction d'un processus d'une telle envergure. C'est précisément parce que la classe ouvrière a assumé la question basque que la renaissance nationale d'Euskadi a été possible.

Mes relations postérieures, comme membre d'ETA, avec les représentants de divers partis ouvriers révolutionnaires espagnols, n'ont servi qu'à confirmer cette vision. Ces partis ne comprenaient la question basque que comme un problème gênant qu'il fallait faire disparaître. Il me semblait toujours que l'unité de « l'Espagne » était pour eux quelque chose d'aussi sacré que pour la bourgeoisie. Ils n'arrivaient jamais à comprendre que le caractère national qu'adoptait la lutte de classe en Euskadi était un facteur révolutionnaire. Au contraire, pour

eux, elle n'était qu'une note discordante dans le processus révolutionnaire espagnol qu'ils souhaitaient contrôler.

Quant aux relations entre Euskadi continentale (Nord) et Euskadi péninsulaire (Sud), l'exil me permit de connaître directement le problème. Jusqu'alors, mon opinion sur ce problème obéissait plus à des raisons historiques et idéologiques qu'à une connaissance réelle d'Euskadi continentale actuelle. Cependant, l'expérience ne fit que confirmer mes hypothèses et les doter d'une base plus scientifique.

Euskadi continentale est une région qui manque pratiquement d'industrie. Les bases de son économie sont constituées par les activités d'un secteur primaire, et des activités touristiques. Avec une population qui ne dépasse pas le quart de million d'habitants et complètement en marge des centres économiques français, elle subit une émigration aiguë de sa main-d'œuvre jeune. L'euskara est très connue dans les zones rurales, et passablement sur la côte. Sa participation aux côtés de la France dans les deux guerres de Libération nationale contre les pouvoirs centraux et l'inexistence d'une classe sociale capable de conduire une dynamique nationale propre fait que, jusqu'à ces dernières années, la conscience nationale a été la propriété exclusive de secteurs intellectuels déterminés. Mais l'onde expansive de la lutte en Euskadi péninsulaire, avec le travail de ces secteurs intellectuels, a permis une prise de conscience toujours plus importante. L'Etat français s'est rendu compte du danger que représentent ces deux facteurs et il déclara ETA et *Enbata* illégaux. Comme cela se produit fréquemment dans ces cas, une telle mesure n'aura servi qu'à renforcer ce nouveau nationalisme. De nouvelles organisations se formèrent et elles commencent, bien que lentement, à se développer. D'autre part, il est évident que la seule solution économique viable pour Euskadi continentale est son intégration à la zone péninsulaire où elle pourra trouver les capitaux et la technologie dont elle a besoin pour cesser d'être une réserve touristique et productrice de main-d'œuvre destinée à l'émigration. Malgré les différentes cultures créées entre les deux

## L'alternative KAS

Cette alternative était proposée par la majorité des organisations politiques (Henri Batasuna), politico-militaire (ETA militaire) et syndicale (L.A.B.) à la fin du régime franquiste, pour la libération du pays basque et du peuple basque. Elle posait comme conditions :

1. *Amnistie* : comprise tactiquement comme la libération de tous les prisonniers politiques basques.
2. *Libertés démocratiques* : légalisation de tous les partis politiques indépendantistes sans qu'ils soient obligés d'adapter leurs statuts.
3. *Expulsion d'Euskadi des forces de l'ordre* (Guardia Civil, Police Nationale, etc.).
4. *Amélioration des conditions de vie et de travail* des classes populaires, et tout particulièrement de la classe ouvrière.
5. *Statut d'autonomie*, si les points suivants y figurent :
  - Entrée en vigueur simultanée dans les quatre régions historiques d'Euskadi Sud.
  - Reconnaissance de la souveraineté d'Euskadi, droit à l'autodétermination incluant la possibilité de la création d'un Etat indépendant.
  - Reconnaissance des liens nationaux existants entre Euskadi Nord et Euskadi Sud.
  - Les forces de défense civiles, qui se substitueront aux forces répressives actuelles, seront créées par le gouvernement basque et dépendront uniquement de lui.
  - Les forces armées cantonnées en Euskadi seront sous contrôle du gouvernement basque.
  - Le peuple basque sera doté de pouvoirs capables de lui donner, à chaque moment, le choix de structures économiques, sociales et politiques qu'il considère les plus adéquates pour son progrès et son bien-être. L'Euskara sera la langue officielle et prioritaire en Euskadi.

Jusqu'à l'entière souveraineté nationale.



■ ■ ■

réaliser, il faut que le pouvoir politique nous appartienne sans aucune substitution quelle qu'elle soit. Il faut que nous l'arrachions aux bourgeoisies espagnole et française qui, aujourd'hui, le possède : **une révolution politique est nécessaire.**

Il est certain que les forces politiques de la bourgeoisie vont s'y opposer. Mais le plus triste serait que les forces politiques qui représentent la classe ouvrière espagnole le fassent également. Nous avons renoncé à tenter de déterminer comment doit se présenter le processus révolutionnaire espagnol et bon nombre d'entre nous serions disposés à les aider dans leur tâche. Mais, en échange, nous exigeons que l'on respecte, nous, travailleurs basques, notre droit de décider dès maintenant, déjà comment nous voulons construire l'avenir, notre avenir.

L'option qu'offre aujourd'hui le secteur patriote de la classe travailleuse basque n'est pas seulement une option pour Euskadi mais **elle l'est également pour les travailleurs espagnols et français étant donné que la révolution basque ne peut que renforcer les options de ces pays respectifs. Ceci constitue le meilleur apport de la classe ouvrière basque aux travailleurs du monde entier.**

Si les partis ouvriers espagnols ne l'entendaient pas ainsi et tentaient de freiner le processus politique basque en tentant de l'intégrer à celui de leurs Etats respectifs, ils rendraient un triste service aux travailleurs basques et à la classe ouvrière en général. L'incompréhension dont ils ont fait preuve jusqu'à maintenant face aux particularités de la lutte en Euskadi est la conséquence directe de leur incompréhension de l'existence même du Peuple Basque. Ceci constitue précisément la raison pour laquelle le secteur objectivement et subjectivement le plus révolutionnaire de ce peuple a opté pour l'indépendance et la raison pour laquelle il y a aujourd'hui un dynamisme dans ce sens.

Parmi le peuple espagnol, nous avons également rencontré d'authentiques révolutionnaires qui ont su reconnaître l'existence et les droits de notre peuple. Mais ils sont malheureusement très peu nombreux. Si les partis ouvriers espagnols avaient été comme eux, il se peut qu'aujourd'hui, nous qui défendons l'indépendance d'Euskadi, eussions choisi une autre solution, plus unitaire. De toute façon, les peuples marchent vers leur intégration économique et politique et les travailleurs doivent renforcer la solidarité et l'unité internationaliste, tant que cela ne nous oblige pas à sacrifier notre personnalité nationale. Et de là, pour éviter l'affrontement et effacer les susceptibilités entre travailleurs basques, espagnols et français et commencer un processus de rapprochement et d'aide mutuelle, ce sont ces derniers qui doivent cesser de penser en termes d'Empire et comprendre une fois pour toutes que nous, travailleurs basques, ne sommes ni Espagnols, ni Français, mais seulement et uniquement Basques, et que **ce qui nous unit à eux, ce n'est pas le fait d'appartenir à la même nation, mais à la même classe.** ■

José Miguel Beñaran Ordeñana « Argala »



Arrêtés après la tentative d'enlèvement d'un réfugié basque, complices d'assassinats de militants. ces flics espagnols seront vite relâchés.

## Huit ans de sale guerre

**1975**

**6 avril :** Attentat contre la librairie Mugalde à Hendaye.

**21 mai :** Deuxième attentat contre la librairie Mugalde et attentat contre le local Oldarra à Biarritz.

**25 mai :** Arrestation à Bayonne du policier espagnol Pallego, il se faisait appeler Martinez. La police découvre deux voitures, dont l'une à son nom, dans lesquelles se trouvent une mitrailleuse munie d'un silencieux, des munitions et des plans d'appartements de réfugiés. Grâce à l'intervention du Consul, il est seulement expulsé.

**27 mai :** A Saint-Jean-de-Luz, deux policiers espagnols sont arrêtés.

**5 juin :** Lors d'une tentative d'attentat contre la voiture du réfugié Mikel Mugiro, un des auteurs est tué par sa bombe, un autre est blessé et le troisième réussi à prendre la fuite. Attentat contre le domicile du réfugié Sagardia. Nouvel attentat contre la librairie Mugalde.

**12 juin :** Attentat contre un local à Hasparren, contre la librairie Nafarroa à Biarritz et contre le local d'Anai-Artea de Saint-Jean-de-Luz. Une voiture est découverte à Saint-Jean-de-Luz avec à l'intérieur de l'explosif et une liste de réfugiés. La voiture est au nom de Pelagatti.

**20 juin :** Angel Arias, policier espagnol, est « retenu » au poste frontière alors qu'il était armé. Après le procès en flagrant délit, il est reconduit à la frontière.

**28 juin :** Attentat contre le restaurant du réfugié Etxabe à Bayonne.

**10 juillet :** Arrestation de Chabessier, impliqué dans l'attentat contre le restaurant Etxabe.

**14 juillet :** Deuxième attentat contre la librairie Nafarroa à Biarritz.

**11 août :** Attentat contre l'imprimerie Axular à Saint-Jean-de-Luz.

**25 août :** Arrestation de deux individus, Iraregi et Arrondo, en possession d'explosifs, d'armes et de photos de réfugiés.

**29 août :** Une fourgonnette transportant plusieurs réfugiés

basques est mitraillée, deux personnes sont grièvement blessées. La police en profite pour raffer trente militants basques.

**22 octobre :** Txomin Iturbe met en fuite deux individus à proximité de son domicile.

**10 novembre :** Attentat contre la voiture de Txomin, un de ses enfants est blessé.

**1976**

**29 février :** Nouvel attentat contre la voiture de Txomin.

**21 mars :** La voiture de Tomas Perez Revilla saute, sa femme et ses enfants sont blessés.

**6 avril :** Troisième attentat contre Txomin.

**17 mai :** Annie Billard, Robert Nanni et José Fernandez de Barrio sont arrêtés dans un hôtel avec un chargement d'explosifs.

**22 juillet :** Enlèvement d'Eduardo Moreno « Pertur » réfugié depuis quatre ans en Euskadi Nord. Plusieurs organisations fascistes revendiquent.

**18 octobre :** Gran Lloret est arrêté à Hendaye avec un stock d'armes. Le Consul se porte garant pour lui.

**1977**

**15 juin :** Acquiescement de Chabessier pour l'attentat contre le restaurant Etxabe malgré ses aveux.

**1978**

**2 juillet :** La femme de Juan Etxabe est assassinée et lui grièvement blessé.

**21 décembre :** Anglet Argala est assassiné.

**1979**

**13 janvier :** Attentat contre J.M. Pagoaga « Peixoto », il est gravement blessé.

**4 mai :** Txomin est blessé de deux balles.

**12 mai :** Peru Larrañaga, réfugié, est assassiné par la police lors d'un contrôle.

**15 mai :** Enlèvement d'un réfugié de 1936.

**22 mai :** A Saint-Jean-de-Luz, attentat contre la voiture de Telesforo Monzón.

**25 juin :** A Bayonne, Enrique

Korta est assassiné par plusieurs individus.

**28 juin :** A Paris, Martin Eizaguirre est assassiné.

**16 juillet :** Ocio et Iza, deux réfugiés, sont victimes d'un attentat.

**2 août :** Assassinat de Juan Lopategi « Pantu ». Attentat contre l'entreprise Aturri à Biarritz.

**13 septembre :** Assassinat de Justo Elizara « Periko ».

**15 septembre :** Nouvel attentat contre le restaurant Etxabe.

**1980**

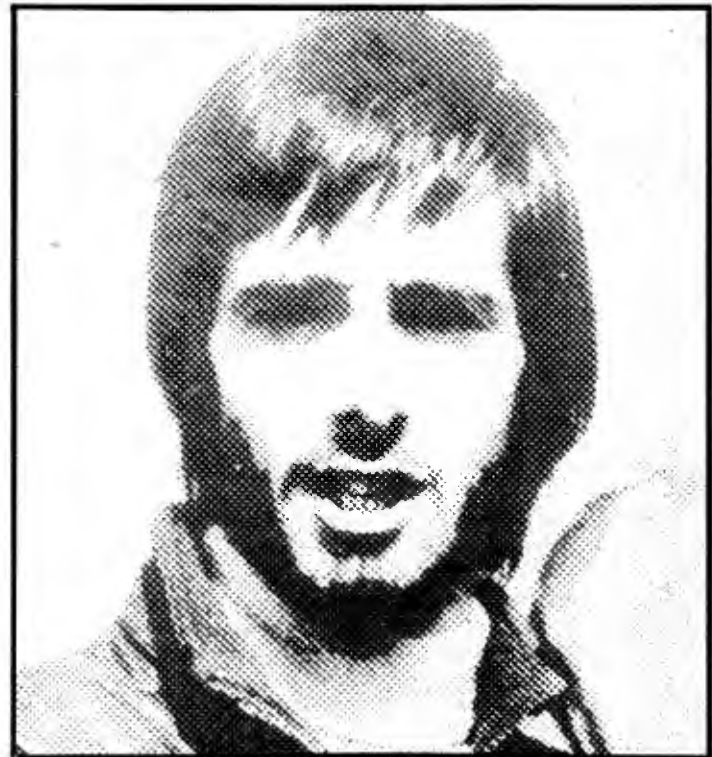
**11 juin :** Enlèvement de José Miguel Etxeberria « Naparra », revendiqué par le « Bataillon Basque Espagnol ».

**23 juin :** Le bar « Hendayais » à Hendaye est mitraillé. Il y a deux morts, P. Harramendi et J. Camio. Trois individus sont arrêtés quelques instants plus tard à la frontière. Les autorités espagnoles refusent de divulguer leurs noms et les laissent en liberté.

**22 novembre :** Une dizaine de policiers espagnols armés sont aperçus dans les rues de Maucillas (Pyrénées-Orientales).

**30 décembre :** José Maria Sagardia est assassiné.

Mikel Goikoietchea, assassiné à Bayonne.



**1981**

**17 mars :** Découverte d'une bombe de 5 kg dans la voiture de « Lujua ».

**21 mars :** Coups de feu contre des réfugiés. Arrestation de l'un des tireurs : Andrés Pertius.

**16 avril :** Libération de Palidori qui avait été condamné à mort en 1975 pour des attentats contre des réfugiés.

**23 avril :** A Paris, Xabier Agirre est grièvement blessé.

**1983**

**9 mars :** Arrestation d'un policier espagnol, José Luis Greco, dans le col Ibardin.

**16 octobre :** Deux réfugiés basques, José Antonio Lasa et José Zabala Artano « disparaissent ».

**18 octobre :** Arrestation de quatre policiers espagnols alors qu'ils tentaient d'enlever un réfugié.

**9 décembre :** enlèvement d'un réfugié de 1936, Segundo Marey à Hendaye. Il sera libéré au bout de neuf jours.

**19 décembre :** Ramon Ondarra « Kattu » est assassiné dans un bar de Bayonne.

**20 décembre :** manifestation à Bayonne, affrontements avec les CRS devant le commissariat central. ■

Les aspects de l'économie de guerre

# Qu'y a-t-il derrière la guerre, M. Reed? Les profits!

**U**ne série de faits qui est survenue ces mois derniers montre une accélération de la succession des étapes de ce qui est défini comme « course aux armements », mais que nous définissons plus correctement sous l'appellation de : « aspects de l'économie de guerre ».

Il suffit de se référer aux nouvelles armes spatiales américaines, au réarmement japonais, etc. L'analyse de chaque pays montre le même processus. C'est pourquoi nous pensons que mettre à jour quelques faits survenant dans notre pays peut nous permettre de comprendre ce qu'il advient dans chaque pays impérialiste.

La Fiat d'Agnelli, le plus grand des monopoles industriels de notre pays, s'est lancé dans l'acquisition de l'un des autres colosses de l'industrie d'armement, la BPD du groupe SNIA, et aurait aligné, selon les chiffres de la presse toujours sous-évalués, huit milliards de francs.

La Montedison a récemment fusionné avec la Mercurio, ce qui permet à ce grand monopole d'entrer de belle manière dans le secteur de l'armement.

L'Iri, l'Aeritalia, les Cantieri Navali Reuniti se sont récemment donné beaucoup de mal pour conserver et élargir leur marché au cœur même du magnat de l'industrie de l'armement : les USA.

D'après « Le Monde » du 16 mars 1983, des membres de l'Industrie d'Etat ont arrosé quelques parlementaires américains — définis comme lobby italo-américain — afin de pousser le Congrès à se souvenir à l'occasion de l'introduction d'un nouvel appareil à turbo-hélices pour l'acheminement de la task-force, du dernier joyau de fabrication italienne : le G 222.

Le ministre de la Défense Logorio, lors de son récent voyage aux USA, a accordé le maximum d'attention à plaider le « rééquilibrage » des ventes d'armement entre l'Italie et les USA.

Agnelli lui-même, lors d'un récent conseil de l'OTAN, s'en est allé défendre directement la cause de l'industrie de guerre européenne et italienne devant les généraux de l'OTAN, mais aussi, comme le rapporte la presse, face aux membres du mouvement pour la paix et aux évêques.

Son discours commençait par cette phrase : « ce ne sont pas les armes qui font les guerres, mais les idéologies des gouvernements ». Une sorte de renversement spectaculaire du discours en vogue chez les pacifistes : « il y a des guerres parce qu'il existe une production d'armes ».

Pour conclure cette note quasi-exemplaire : les exportations d'armes de l'Italie sont passées de 43 milliards de dollars US en 1970 à 383 milliards en 1980. Elles ont presque décuplé en dix ans et en période de crise et d'après concurrence commerciale! La course aux armements se révèle une fois de plus comme une gigantesque affaire pour les capitalistes.

Qu'est-ce qui est derrière la guerre? demandait-on au grand écrivain communiste John Reed et lui de répondre par un seul mot : **les profits**.

Et pourtant, Lama (dirigeant syndical, Ndt) criait lors d'une récente manifestation « pour la paix » : « la paix est l'intérêt de tous par-delà les conflits de classe », faisant sien l'un des mots d'ordre principaux du pacifisme petit-bourgeois.

Nous allons développer cette question : la Fiat même fait main basse sur l'industrie d'armement. Elle étend ses tentacules sur

les compagnies d'assurances : la Toro, la Lloyd, etc. Nous assistons ainsi à un exemple de fusion entre industrie de guerre et capitalisme financier qui est l'un des aspects du stade impérialiste de la société et que Lénine englobait sous l'appellation de « pourrissement impérialiste ».

La Fiat, tout comme la Montedison, s'est fait l'agent d'énormes processus de restructuration industrielle qui ont signifié pour les travailleurs l'expulsion en masse des usines et l'intensification féroce de l'exploitation pour ceux qui restaient. Tout ceci grâce à l'injection continuelle des deniers publics versés par l'Etat et raflés dans les poches des travailleurs. Ainsi apparaît le cheminement vers la fin envisagée de tout cela : cela signifie « favoriser les processus de reconversion », de « défense et d'expansion sur le marché international », etc. C'est comme cela que le capital monopoliste remplit d'un contenu pratique les mots d'ordre dont se sont servis Lama et ses acolytes pour brader les luttes des travailleurs et signer des accords. Et tout ceci n'est que le début, ce n'est qu'un des aspects. Enumérons-en quelques autres sommairement.

Lors du colloque « les Forces Armées pour la société », organisée par la revue *Citta Regione*, Romiti, représentant la Fiat, a réclamé à cor et à cris la nécessité, pour le développement et la modernisation de l'armée italienne, de l'augmentation des commandes à l'industrie nationale et plus particulièrement à l'industrie privée, d'une plus grande autonomie de choix et d'un élargissement des compétences quant à l'industrie de guerre, une relation directe entreprises - états-majors. Y a-t-il quelqu'un qui se rappelle l'affaire Rocca, ce général suicidé dans le cadre des luttes entre sociétés pour s'accaparer les commandes militaires.

L'offensive lors des élections, entre carabinieri, à l'OTAN d'Agnelli est aussi à prendre en ligne de compte.

Lors du même colloque, le Général Piovano, Directeur National des Armements déclarait : « l'industrie des armements devrait être en interaction avec l'administration de la défense ». Mais il ajoutait aussi « les pays étrangers achèteront si le matériel de guerre dote d'abord les troupes nationales », et peut être expérimenté dans quelque guerre locale, comme aux Malouines pour les armements anglais et les Exocets français utilisés par les Argentins, comme les armements américains qu'utilise Israël, comme le matériel italien dans la guerre Iran-Irak, ou au Liban.

Ce qu'on appelle le complexe militaro-industriel fait donc son apparition officielle, éclairant aussi l'approche récente de l'impérialisme italien.

L'industrie de guerre n'est qu'un des aspects de l'impérialisme italien. Il est néanmoins le plus fondamental. La pénétration commerciale sur le marché mondial, l'exportation de capital excédentaire, l'expropriation financière et le développement inégal lors des confrontations au Moyen Orient, Afrique, océan Indien, Amérique latine sont l'aspect le moins connu et le plus substantiel, qui est à présent rendu visible par la présence des troupes et la diplomatie. C'est une chose que nous sommes en train d'analyser peu à peu et sur laquelle nous nous documentons et que nous essaierons d'offrir aux ouvriers d'avant-garde comme une arme critique puissante, afin que les prolétaires puissent la transformer en lutte, utilisant tous les moyens, comme l'impérialisme italien.

Revenons encore un peu sur la question

de l'industrie d'armement afin d'en cerner mieux quelques autres aspects.

Leo Valiani, partisan fanatique des prisons et des lois « antiterroristes », l'un des « pères de la patrie » du même genre que notre Président, a largement traité cette question lors d'une intervention où il a soutenu les grandes traditions de notre armée, devenue à cette occasion l'élément central de la Résistance antifasciste, et il en a conclu que comme autrefois, elle était le garant de l'indépendance nationale et le sauveur de la société, et qu'aujourd'hui encore, l'Italie pouvait compter sur son armée pour la présence nationale et la sortie de la crise.

Fortuna, ministre de la Protection Civile, d'origine radicale et chef de la file de l'armée « verte » (écologiste), comme le rapporte le « Manifesto », a explicitement requis et affirmé que la protection civile était le fait des militaires, pour que le « concept de protection civile » s'articule avec celui de défense civile et ce dernier avec celui de défense nationale. Avec ceci, la préparation déjà achevée des troupes d'intervention rapide, appelées désormais « Task force », est bien centrée. De cette façon, les prolétaires victimes du tremblement de terre et ceux de tous les glissements de terrain sont ainsi utilisés comme prétexte pour la constitution de troupes d'agression externe et de répression interne.

A l'appui de cela, les grands noms et les barons de l'Architecture de « gauche » dont Portoghesi qui s'est chargé de détruire le concept « selon lequel la présence militaire ne permet pas le développement de la ville et du territoire ». Il a au contraire soutenu que « Le domaine militaire a de grands mérites, en cela qu'il permet la conservation des richesses naturelles qui seraient détruites si on les confiait aux civils. Il n'est qu'à voir ce que font les civils des plages! » Les courants écologiques se devaient donc de s'enrôler. Et que pouvait-on désormais faire de mieux que d'incorporer les troupes de volontaires civils, et pourquoi pas aussi les « boys scouts ».

Pour finir, le Centre National de la Recherche, sous l'égide d'éminentes personnalités progressistes, pour le financement duquel le PCI a mené une importante bataille, fait savoir que ses efforts de mise au point du G222, super-avion destiné à la « Task Force », ont été couronnés de succès et donc que celui-ci est prêt à fondre sur le marché. Il n'y a plus qu'à attendre quelques mois pour apprendre que des psychanalystes renommés du type de Verdiglione (de l'aire Craxi) et de Madame Basaglia (candidate PCI), s'emploient à démontrer que la défense de notre salut physique et mental dépend des bonnes affaires de l'industrie de guerre et de l'engagement pour une juste cause comme celle des « soldats de la paix » au Liban.

Ce qui est passé dans les faits, encore plus que dans les inutiles débats parlementaires, ce sont les nouvelles tâches de l'armée italienne. Ce qui consiste essentiellement en la conjugaison des responsabilités à l'intérieur de l'OTAN avec les nouveaux intérêts spécifiques et appétits mûris en Méditerranée.

Le nouveau modèle de défense est la traduction militaire des intérêts économiques immédiats de l'impérialisme italien, mais ce sont ceux-ci aujourd'hui qui sont clairement délimités.

Le 19 mai, le chasseur Tornado a été baptisé avec, comme fonction explicite, le contrôle et l'intervention dans l'espace aérien méditerranéen et plus particulièrement contre les Lybiens. De même, le 4 juin fut inauguré le porte-avions Garibaldi avec



comme fonction la présence et l'intervention en Méditerranée, sur les lignes pétrolières de Chypre en Algérie en passant par la mer Rouge. Les unités d'intervention rapide constituées sous le couvert de la « protection civile » ont été créées avec comme point de mire, le Sud.

Des manœuvres militaires récentes ont eu comme scénario et comme territoire concret, le Sud. On y présentait un ennemi attaquant les Pouilles, la Sicile et la Sardaigne. Le général Antonelli, commandant de la région militaire méridionale déclarait : « Les forces existantes au Sud ne sont pas suffisantes pour répondre aux nouvelles exigences ».

C'est au Sud que l'on est en train de concentrer les centrales nucléaires, les polygones de tir ou les ports comme Taranto, considérés comme centres stratégiques modèles du nouveau modèle de « défense ». C'est ce nouveau modèle de défense qui est la solide base du choix de l'implantation des missiles à Comiso : la politique agressive et expansionniste de l'impérialisme italien est l'aspect principal de tout cela. Et c'est ceci que les « gladiateurs de la paix », les « anti-impérialistes », les « trompettes », les « combattants de la paix » veulent couvrir et cacher sous le couvert de lutte « contre l'ennemi principal, l'impérialisme des USA ».

Cela fait environ deux ans que nous dénonçons systématiquement ce qui est aujourd'hui sous les yeux de tous. Pendant que ces abrutis d'autonomes attestent que « la guerre est une manœuvre pour détruire l'antagonisme de classe », le mouvement dans son entier ne voyait que les deux superpuissances et les missiles, et les programmeurs dédicaçaient de ridicules entrefilets à la petite Italie — trente ans de conservation de la doctrine et ne rien comprendre!

Aujourd'hui, le mot d'ordre de retrait des soldats du Liban fait son chemin et c'est une chose importante et nécessaire. Mais il est temps de tracer avec exactitude le sens où aller.

Agit'Prop

Ce texte est paru dans *Agit Prop*, journal pour l'organisation communiste prolétaire révolutionnaire, juin 1983, que l'on peut se procurer en écrivant à Centro Documentazione, Via d'Aquino, 158, 74100 Taranto, Italie.



# Crise et économie mondiale

Débat avec I. Wallerstein, G. Arrighi et Samir Amin

**L**a table ronde qui suit, à laquelle ont participé Immanuel Wallerstein, Giovanni Arrighi et Samir Amin, a été organisée dans le cadre d'un congrès qui s'est tenu à Milan autour du thème « *La Crise. Quelle crise? Quelle croissance?* ».

**Question.** — Au cours des débats de ces derniers jours, il nous a semblé saisir deux scénarios différents sur la crise de la part de Wallerstein et d'Arrighi. Le premier a surtout mis l'accent sur la réelle crise de l'économie mondiale, tout en niant l'existence d'idéologies sûres qui en permettent l'interprétation. Le second a plus mis l'accent sur la capacité de l'économie mondiale à retrouver une stabilité dans les prochaines six/dix années, en dessinant un scénario moins chargé de mutations. Il est important de comprendre sur quelle analyse Wallerstein base sa théorie de l'effondrement possible de l'économie capitaliste mondiale et, par contre, sur quelles bases Arrighi fonde son hypothèse de stabilité.

**Wallerstein.** — Nous sommes d'accord, Arrighi et moi, sur l'existence de la stagnation. Nous en analysons les effets, nous connaissons les problèmes liés au chômage et à la réduction de tous les indicateurs économiques... Le problème autour duquel s'est ouvert un débat entre nous est sur le pourquoi, jusqu'à aujourd'hui, il n'y a pas eu, dans ce procès, d'effondrement des prix, pourquoi il n'y a pas eu de situations qui nous reportent aux précédentes crises. Nous nous trouvons, au contraire, face à un processus de *stagflation*, c'est-à-dire de stagnation et d'inflation ensemble, et ma réponse à ce problème est d'affirmer que les capitalistes ont appris des crises et des stagnations précédentes et qu'ils ont mis en œuvre une série de procès diversifiés afin de dépasser cette situation de crise et de ne pas permettre la reproduction des graves phénomènes précédents. L'un des mécanismes les plus importants a été celui des prêts sur prêts, des pays capitalistes du centre vers les pays de la périphérie, non seulement vers le Mexique, la Turquie et les pays du tiers monde, mais aussi vers les pays socialistes ou de l'aire socialiste.

Ceci a sûrement retardé le phénomène d'effondrement des prix, mais, au bout de dix ans, a provoqué une situation d'endettement terrible et croissant de pays qui se trouvent aujourd'hui dans la situation de ne pas pouvoir restituer ces prêts et qui sont, en conséquence, portés à s'opposer au capitalisme. En partant de ces données de fait, je fais l'hypothèse que cette situation est certainement porteuse d'un possible effondrement.

**Arrighi.** — Lorsque nous parlons d'effondrement, je pense que l'on se réfère à l'expérience de 1929. S'il n'y a pas eu jusqu'à aujourd'hui d'effondrement, ce n'est pas parce que quelqu'un — on ne sait pas bien qui, si ce n'est une hypothétique classe capitaliste mondiale — a compris les erreurs passées. Mais, au contraire, je pense que nous nous trouvons face à des bourgeoisies de différents pays qui ont une compréhension plus ou moins approfondie de l'histoire des crises.

Les différences structurelles sont constituées par une plus grande intégration de

l'économie mondiale par rapport aux années vingt où l'intégration se fondait sur le commerce et sur les investissements, surtout de type financier. En second lieu, il existait alors un problème de carence de demande, une productivité qui croissait beaucoup plus rapidement que les salaires, une situation de défaite du mouvement ouvrier au niveau international, tant en Europe qu'aux U.S.A., après l'affrontement de classe qui s'était embrasé après la Première Guerre Mondiale. Il existait alors une situation de faiblesse structurelle du mouvement ouvrier et une situation d'intégration fragile. De ce point de vue, les deux conditions structurelles de fond sont complètement différentes : le mouvement ouvrier a été redimensionné, mais n'a pas été battu, il conserve de même toujours une force structurelle consistante dans les pays de capitalisme avancé. Les mécanismes d'intégration sont tels aujourd'hui que la production est organisée sur une échelle mobile et qu'il n'y a pas de possibilité de rentrées de capitaux, de mouvements de capitaux comme ceux qui sont intervenus à la veille de 29 et qui ont ensuite provoqué l'effondrement, avec toutes les conséquences au niveau international.

Nous avons une situation d'endettement et l'on sait déjà que ces pays ne rembourseront pas leurs dettes. On sait que ces dettes ne peuvent être et ne seront pas payées. Ce qui est négocié n'est pas tant un paiement des dettes qu'un non-paiement qui ne provoque pas une forte secousse dans le système financier international. Ce n'est donc pas un problème de compréhension, mais d'intérêts de forces qui s'opposent à l'effondrement, qui poussent dans le sens d'une plus grande réglementation au niveau mondial et de la formulation de nouveaux instruments de politique supranationale qui permettent de conjurer le danger d'effondrement. Je ne l'exclu pas dans le futur, mais je reste de l'opinion que, les conditions structurelles étant extrêmement différentes de celles des années vingt, même l'effondrement est actuellement impensable.

**Wallerstein.** — Je veux intervenir par rapport à la réponse d'Arrighi en rappelant, à propos de l'intégration capitaliste qu'il a soulevé dans sa thèse, qu'il y a eu, il y a dix ans, à New-York, un des plus grands *black-out* de l'histoire de l'humanité et qu'il fut un effet d'une très haute intégration des circuits de distribution de la production d'électricité et que justement du fait de cette superintégration, la moindre perturbation a provoqué un gigantesque *black-out*. Je veux souligner que le discours de l'intégration peut être utilisé pour soutenir la thèse que l'hyperintégration peut provoquer des conséquences très négatives.

**Amin.** — Dans ce discours, il faut distinguer la possibilité d'un crack financier au niveau global d'un effondrement des prix. Ce sont deux choses différentes. Il peut y avoir l'un sans l'autre et je suis d'accord sur le fait que l'effondrement des prix n'est pas une possibilité immédiate parce que les conditions de la concurrence internationale sont aujourd'hui effectivement différentes de celles qu'il y avait il y a quarante ou cinquante ans. Toutefois, il me semble que la possibilité d'un crack financier est à exclure parce qu'il n'existe pas d'Etat mondial, un organisme politique qui se présente comme un centre de commandement, d'autant plus dans une situation où le vieux centre de commandement — les U.S.A. — est dans une phase de déclin progressif. Les

arguments développés par Arrighi sur l'émergence d'un embryon de nouvel Etat mondial, c'est-à-dire d'un centre de commandement politique, me semblent, en l'état actuel, très fragiles et ne permettent pas de reconnaître la présence d'un tel organisme.

**Arrighi.** — Je ne m'y connais pas beaucoup en électricité, et je ne peux donc dire si l'analogie qu'a fait Wallerstein entre le système financier international et le *black-out* de New York est valide. Pour ce que je sais d'économie, par contre, je suis d'accord sur le fait, que souvent, de certains points de vue, l'interdépendance signifie aussi une plus grande vulnérabilité. C'est précisément pour cela que je crois que la force de travail salariée, ou, comme on l'appelle parfois, la classe ouvrière, a une force structurelle remarquable, justement du fait de ces plus grandes interdépendances qui permettent, au-delà de toute forme d'organisation syndicale, au-delà de toute forme de conscience politique, à travers des actions, même de petits groupes — le vieux chat sauvage (*référence à l'autonomie ouvrière italienne, N.d.t.*) — de bloquer la production sur une vaste échelle. L'analogie, donc, est valide pour moi au niveau de la production. Au niveau économique international, c'est-à-dire du point de vue de l'intégration économique, je suis d'accord avec Samir Amin sur le fait qu'il faut distinguer entre effondrement des prix et effondrement financier, et j'ajouterais aussi effondrement de la production et des investissements. Ce que j'exclus est un type de réaction dans laquelle à l'effondrement financier suit un effondrement des prix et, surtout, un effondrement des investissements et de la production du type de ceux des années vingt. La tendance de la crise actuelle est que, au-delà même de quelque possibilité de crise financière (crise financière qui dure déjà depuis dix ans), la production capitaliste tend non à se concentrer à l'improviste, comme c'était le cas dans les années vingt, mais tend toujours plus à se décentraliser. Cette décentralisation, qui augmente plus l'intégration capitaliste mondiale qu'elle ne la réduit, est le fait nouveau par rapport à la crise des années vingt, quand au contraire tout le système capitaliste s'est fissuré et quand le marché s'est rompu en compartiments étanches.

**Question.** — Dans les interventions à la Faculté d'Architecture, on a parlé de crise pétrolière utilisée contre les pays les plus faibles du tiers monde, de l'existence de cette partie du monde soumise aux guerres, comme celle entre l'Iran et l'Irak, qui ne peuvent plus être qualifiées de guerres par procuration, mais de guerres menées en toute souveraineté. Samir Amin, au contraire, a parlé d'un procès de recompradorisation des bourgeoisies nationales et de nouveaux rapports d'exploitation depuis le centre vers les pays de la périphérie. Nous voudrions que vous fassiez le point sur ces questions.

**Amin.** — Mon interprétation de ces dix dernières années, pour ce qui concerne le tiers monde, n'est probablement pas opposée aux thèses d'Arrighi. Elle se situe simplement sur un autre plan. Dans la forte croissance qu'il y eut après la Seconde Guerre Mondiale, on a eu l'impression qu'à la périphérie, des bourgeoisies nationales se consolidaient comme classes dominantes internes aux différents pays qui, tout en étant *partners* des classes dominantes du centre, entraînent en rapport avec ces classes

dans une stratégie de division internationale du travail. Ce processus a été particulièrement évident dans certaines solutions radicales, telle celle de Nasser, qui ont développé des interventions précises sur le plan intérieur : nationalisation de divers secteurs de l'économie, réforme agraire, etc. Naturellement, ces processus se sont affrontés à l'impérialisme et à ses intérêts et, dans cet affrontement, les bourgeoisies nationales ont souvent trouvé l'appui de l'U.R.S.S. Appui qui rentrait dans la stratégie et dans la théorie générale qui a été synthétiquement exprimée dans la recherche d'une voie non-capitaliste de développement. La crise révèle la fragilité de ces processus et donc la fragilité de cette apparente cristallisation d'une bourgeoisie nationale périphérique, comme dans le cas des expériences radicales qui ont renversé par tous les moyens possibles (et les agressions externes non parmi les derniers, comme celle d'Israël contre l'Egypte). Mais, même les pays d'industrialisation nouvelle subissent l'assaut décisif du capital multinational qui en met en lumière la fragilité et, donc, se trouvent dans un processus analogue.

Je définis ce processus comme *recompradorisation* des bourgeoisies du Tiers-monde, ce qui signifie que ces bourgeoisies se retrouvent dans l'ancienne condition de bourgeoisies *compradores* et je pense que cela aura des conséquences politiques. Ainsi l'exemple du Mexique dont le gouvernement, face à l'alternative de s'affronter aux U.S.A. ou d'imposer une politique anti-populaire à l'intérieur, a choisi la seconde voie. Nous devons nous demander, si la tendance est celle-là, comment réagira le système capitaliste mondial face à une ample série d'explosions de conflits de classe intérieurs qu'il est possible d'imaginer et qui sont déjà en cours au Mexique, au Brésil ou en Inde. Nous ne savons pas ce que sera cette réaction, mais c'est là le problème auquel nous devons faire face.

**Question.** — Samir Amin a tracé un scénario mondial lourd de conflits. Comment se situer face à ses conflits, en tenant compte des déclarations de Wallerstein sur l'inadéquation des idéologies et de celle d'Arrighi sur la fin du mythe de la révolution, apparues lors du congrès?

**Arrighi.** — Le discours que je faisais regardait la révolution politique. La révolution économico-sociale continue, elle s'est même accentuée dans les années soixante-dix. Cette révolution, dans les périodes de crise, continue, de manière souterraine, mais beaucoup plus aigüe. La révolution politique, particulièrement celle qui se réfère à l'idéologie marxiste, ce qu'hier j'appelais l'axe Paris-Maputo, a à voir avec une observation très simple : où ont eu lieu les affrontements révolutionnaires auxquels, justement, se réfère l'idéologie marxiste, si nous prenons le dernier siècle comme point de référence? La Commune de Paris est le premier point de référence duquel naissent les réflexions de Marx sur le problème de la prise du pouvoir, desquelles naissent ensuite les théories de Lénine sur l'Etat et la révolution. L'étape suivante est en effet à Léninegrad, Moscou, c'est-à-dire la révolution soviétique. Puis Pékin, la révolution chinoise, et, dans les années soixante-dix, la victoire du Viêt-Nam. Dans les années soixante-dix, où devons-nous aller chercher la révolution qui se réfère, justement, à l'idéologie marxiste? A Maputo, la capitale du Mozambique. Il existe cette trajectoire



des points les plus élevés de la révolution politique à l'idéologie marxiste qui part de Paris il y a un peu plus d'un siècle et qui arrive aujourd'hui à Maputo, en passant par Moscou et par Pékin. A partir de ces considérations, on pourrait tirer des observations pessimistes sur le futur de la révolution. Il y a cette espèce d'avancement, d'exportation de la révolution vers la périphérie. Pour introduire une note d'optimisme, peut-être pas pour le politicien, encore moins pour le révolutionnaire professionnel, mais d'optimisme en général sur où va le monde, j'opposais à cette trajectoire Paris-Maputo la trajectoire Toledo-Gdansk. Toledo, ville de l'Ohio, aux U.S.A., où eurent lieu les premiers affrontements de classe, au début des années trente, qui ouvrirent une nouvelle phase de résistance ouvrière au milieu de la dépression. Ce sont des luttes sans idéologie politique, parce que la classe ouvrière américaine n'avait pas de parti politique, les IWW et le parti socialiste ayant été éliminés dix ans avant. Elle n'avait même pas d'organisation syndicale.

Ce type de lutte, au-delà des organisations, au-delà des idéologies politiques, nous les retrouvons en Europe trente ans plus tard, en 68/69, sous des formes différentes parce que le contexte national et international était différent, et, peu à peu, nous le retrouvons aussi en Pologne où la faucille et le marteau flotte sur le Palais d'Hiver. Les rôles et les deux mouvements se sont intervertis : la trajectoire de la révolution politique et de la dictature du prolétariat a une ligne directrice différente de cette autre vague qui, au contraire, pousse les contradictions du capitalisme vers une transition, vers un autre système. Qu'ensuite, ceci soit socialiste ou non, je ne le sais pas.

**Amin.** — Une simple correction à la géographie dessinée par Arrighi. Parce que si nous devons prendre cette indication à la lettre, nous devrions penser que la prochaine révolution se fera dans la forêt équatoriale ou dans la savane. En réalité, je pense, au contraire, que ce parcours peut retourner vers d'autres grands pays — l'Inde, le monde arabe, l'Amérique latine — et que ce type de processus, dans la mesure où il remonte vers ces grandes aires, donnerait une signification différente nouvelle à la crise et un débouché sûrement non prévu à l'actuel équilibre mondial.

**Wallerstein.** — Je suis plutôt de l'avis de Samir Amin. Il y a un problème qui concerne la volonté, c'est-à-dire l'aspect subjectif du processus. Et je crois que nous sommes loin de voir la fin des révolutions de type classique, c'est-à-dire de ces révolutions représentatives de la lutte des peuples dans leur contexte national. L'axe Paris-Maputo peut aussi être reconnu dans ce processus historique. Il y a toutefois eu, comme c'est connu, des erreurs stratégiques dans les révolutions du XX<sup>e</sup> siècle. Le problème auquel nous devons faire face aujourd'hui est que nous devons reconsidérer toute la stratégie de la prise du pouvoir politique, surtout à travers une analyse différente de la carte du pouvoir dont celle de l'Etat n'est qu'un tronçon. Cela ramène le problème d'une question de stratégie à une question de tactique, c'est-à-dire au comportement politique des sujets révolutionnaires, lesquels doivent faire leurs comptes avec une carte très articulée du pouvoir.

**Arrighi.** — L'espérance est dure à mourir. Nous sommes tous libres d'espérer que Maputo soit le terminus et que maintenant

l'on retourne à Paris, peut-être en passant par l'Inde et ainsi de suite. Toutefois, les espérances doivent reposer soit sur des faits, soit sur des théories. La question est qu'il n'existe pas de faits qui nous montrent sur quoi l'on peut fonder cette espérance. Pour le moment, nous sommes au terminus, et il n'y a nulle part de tendance au retour. Ceci du point de vue des faits. Du point de vue de la théorie, il faut tenir compte que la théorie même de la révolution était liée à une situation de faiblesse structurelle de fond de la classe ouvrière, à un problème d'alliances, d'hégémonie, donc de nécessité du parti, avec le syndicat comme courroie de transmission, avec le cathéchisme léniniste que nous avons étudié en son temps et que nous connaissons. La théorie de la révolution réclame aussi un Etat qui ait une remarquable autonomie du marché mondial, donc aussi la fameuse phase de l'impérialisme avec les Etats qui se faisaient la guerre entre eux et qui s'affaiblissaient et créaient les conditions pour la prise du pouvoir. Le fait est que ces conditions n'existent plus dans les pays à capitalisme avancé, et c'est pour cela que, au fur et à mesure que le tram qui va de Toledo à Gdansk se déplace, apparaît face à lui l'autre type de tram, celui de la révolution politique. Je ne vois pas sur quelles bases théoriques ou sur quelles données de fait cette espérance puisse se fonder.

**Amin.** — Je suis pour l'essentiel d'accord avec Arrighi sur le fait que ces révolutions politiques n'ont pas mené directement au socialisme, mais ont amené des changements importants dans la transition vers un système social différent, de toute manière vers une perspective socialiste. Je diverge avec Arrighi sur un point précis. Arrighi sous-évalue la faiblesse des bourgeoisies périphériques que j'ai définies dans une phase nouvelle, *recompradorisation*.

La faiblesse objective de ces bourgeoisies périphériques, leur *compradorisation*, créent les conditions objectives pour la formation de blocs populaires, de nouvelles alliances, de différentes forces sociales. C'est le cas, par exemple, de l'Iran, où un bloc social hétérogène a facilement renversé un pouvoir politico-militaire que l'on pensait être l'un des pouvoirs politico-militaires les plus forts dans la périphérie. La facilité avec laquelle cela s'est fait me fait penser qu'il y a des possibilités de formation de ces blocs populaires, et donc de processus de transformation.

**Wallerstein.** — Il est vrai qu'il y a des différences entre Arrighi et Amin, mais il y a aussi un élément qui les unifie. Tous deux sont fortement sceptiques sur la possibilité d'événements dramatiques dans le monde à brève échéance. Arrighi est sceptique par rapport au monde entier, tandis qu'Amin exclu le Tiers-monde de ce discours. Je suis au contraire plus radical en ce sens que, selon moi, il existe au contraire une possibilité de transformation très violente rapidement, sinon en Europe, aux U.S.A. A l'axe décrit par Arrighi, j'ajouterais Los Angeles. Les U.S.A. sont un pays différent de l'Occident, du point de vue sociologique, mais pas seulement de celui-ci. Ils ont ce qui s'appelle un *Tiers monde interne*, c'est-à-dire des masses exploitées, marginalisées, qui sont concentrées dans les grandes villes et qui sont la majorité. Les grandes villes américaines sont différentes de Paris, des grandes villes européennes. Elles sont le centre de la pauvreté et du chômage. De plus, si les U.S.A. restent le centre du monde, un centre de commandement, ils sont cependant impliqués dans des guerres périphériques, comme par exemple au Moyen-Orient. Et, si nous ajoutons à cela la possibilité, que je continue de soutenir, de

l'effondrement dont j'ai parlé au début, j'entrevois que dans les prochaines dix années, il y aura de sérieux désordres sociaux, en particulier aux U.S.A.

**Question.** — Dans son intervention, Wallerstein a laissé entrevoir une nouvelle redéfinition du système mondial. Dans un réseau économique traversé de pipelines, de réseaux télématiques, d'échanges de marchandises et financiers, il a fait émerger la vision d'une Europe toujours plus intégrée avec l'U.R.S.S. et d'une Chine toujours plus liée au Japon et aux U.S.A. Les récentes contradictions entre l'Europe et les U.S.A., tant par rapport à l'économie mondiale, à l'exigence d'un nouveau Bretton Woods, que par rapport à la question des euromissiles, offrent un scénario qui réclame de nouvelles redéfinitions.

**Wallerstein.** — Certainement, dans la stagnation, il y a eu un développement de la concurrence entre les grandes aires, U.S.A., Japon, Europe, pour se trouver en position d'avantage en attendant la reprise. Dans le sens que chacun cherche à s'accaparer des positions qui lui permettent de se présenter favori au banc de la reprise économique. Ce dessin d'alliances de type nouveau naît sur le terrain économique entre l'Europe occidentale et l'U.R.S.S. En effet, même si cela apparaît impossible sur le plan idéologique, il y a des intérêts précis qui poussent en ce sens. Je n'affirme pas que ce soit un processus bon ou mauvais, mais je fais seulement noter qu'il a différents éléments positifs et négatifs. Certains éléments positifs consistent dans le fait que ce processus diminue les possibilités d'une guerre nucléaire totale prochaine et, d'autre part, du fait de son anachronisme idéologique, il nous oblige à repenser nos stratégies, à penser de manière différente de celle dont nous avons pensé jusque-là. Il aura sûrement un aspect négatif pour le tiers monde, pour lequel il ne sera certainement pas meilleur d'être dominé par une alliance économique Europe-U.R.S.S. plutôt que par l'ancienne domination américaine.

**Amin.** — Il n'y a pas de désaccords de fond sur l'analyse de la tendance à long terme, même si, cependant, il y a, à court terme, des contretendances qui peuvent rendre le cadre plus problématique. Une de ces tendances consiste certainement dans la récente offensive de Reagan, qui a eu comme axe politique de subordonner la contradiction Nord-Sud à la contradiction Est-Ouest. Cela a provoqué un réalignement et une relance de l'atlantisme, qui est certainement dans l'ordre des choses, et qui se conforme aujourd'hui comme contretendance par rapport à l'autre tendance de plus longue durée.

**Wallerstein.** — Si l'on regarde globalement la politique extérieure américaine de ces dernières dix années — Nixon, Ford, Carter — il me semble que tout ce qui a été fait avait un objectif politique central : faire réintégrer l'Europe dans l'Alliance atlantique, c'est-à-dire la réaligner sur les intérêts américains. Lorsque l'on dit que la politique de Carter n'a pas eu de succès, on ne se réfère pas au fait qu'il n'a pas construit autant de missiles que les Soviétiques, mais au fait qu'elle a été un échec parce qu'elle n'a pas réussi, dans cette phase, à réaligner l'Europe sur les intérêts américains. J'admets et je reconnais que Reagan a eu un plus grand succès dans cette dernière période, mais, selon moi, cette situation ne durera pas. ■



# Philippines :

## « Nous apprécions votre adhésion au processus démocratique » (Bush à Marcos)

### Depuis 1946...

A la suite de l'assassinat du leader progressiste Aquino en août dernier par les hommes de main de Marcos, le processus révolutionnaire s'est accéléré aux Philippines. Des manifestations ont lieu quotidiennement dans toutes les îles de l'archipel pour réclamer le départ du pantin Marcos et de son manipulateur, l'impérialisme américain.

Ces derniers événements ne sont pourtant qu'une étape nouvelle dans la longue lutte menée par le peuple philippin contre l'impérialisme américain et les dictatures à sa solde qu'il a installés aux Philippines.

**1946** : Indépendance formelle des Philippines. Election de Roxas, candidat des Américains et ancien collaborateur avec l'occupant japonais. Traité réglant les relations générales entre la République des Philippines et les Etats-Unis d'Amérique. Les philippines deviennent une néo-colonie des U.S.A.. Loi Bell : Le peso philippin est lié au dollar. Les sociétés et les citoyens américains jouissent de droits égaux à ceux des Philippines dans l'exploitation des matières premières.

**1947** : Accord sur les bases militaires américaines 23 bases US sont installées sur 200 000 hectares. Les GIs y bénéficient du privilège d'extra-territorialité. Ce sont donc de véritables territoires américains sur le sol philippin. Pacte d'assistance militaire : l'armée philippine est placée sous le contrôle direct des conseillers militaires US.

#### Implantations et écrasement des communistes

**1948** : Roxas lance une série d'opérations pour détruire l'organisation des *Hucks*,

Mouvement qui fut le fer de lance de la Résistance durant l'occupation japonaise, et le Parti Communiste des Philippines, principale composante de ce mouvement.

**1950** : Le P.C.P. (PKP) lance un mot d'ordre d'insurrection générale. Il est écrasé par la répression menée sous la direction du colonel de la CIA Edward Lansdale, qui s'illustrera plus tard dans des circonstances analogues lors de la guerre du Viêt-Nam.

**1951** : Traité de défense mutuelle. Il permet l'intervention des troupes yankees sur le territoire philippin en cas de troubles. Accord de coopération technique et économique. Les conseillers américains sont placés dans tous les secteurs clés de l'administration.

**1953** : Magsaysay, ancien ministre de la Défense, est élu sur la base d'un programme démagogique de réformes sociales qu'il n'appliquera jamais.

**1954** : Traité de Manille. Les Philippines deviennent membre de l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE), créé à l'initiative des puissances impérialistes alliées (U.S.A., Angleterre, France, Australie, etc.) contre les communistes vietnamiens. L'accord Laurel-Langley encourage la bourgeoisie compradore philippine à maintenir ses liens privilégiés avec les U.S.A., en s'engageant à acheter le sucre

philippin à un prix supérieur à celui du marché mondial.

**1957** : Mort de Magsaysay. Election de Garcia qui fait montre de velléités indépendantistes. Le FMI menace...

**1959** : Nouveau traité de défense mutuelle avec les U.S.A.

**1961** : Macapagal est élu à la Présidence avec l'appui des U.S.A.

**1962** : Abandon total du contrôle des changes et adoption de la politique du FMI. Les U.S.A. sont maîtres à bord... La dette extérieure atteint 275 millions de dollars.

#### Réveil populaire et instauration de la loi martiale

**1965** : Marcos, l'homme le plus riche d'Asie, accède à la Présidence. La dette extérieure atteint 800 millions de dollars. Manifestations importantes contre la misère.

**1968** : Fondation du nouveau Parti Communiste Philippin (PCP). Son fonctionnement est celui du centralisme démocratique. Il comprend un Comité Central élu de 17 membres.

**1969** : Réélection de Marcos. Le coût de la campagne et des pots-de-vin versés a été si élevé que peu après l'Etat fait banqueroute. La dette extérieure atteint 1,88 milliard de dollars. A l'initiative du PCP, est créée la *New People's Army* (NPA) que le peuple philippin a coutume depuis lors d'appeler « *Nice people's army* ». Son action vise d'abord les campagnes, où elle installe des coopératives après redistribution des terres. Ces villages libérés servent de bases à la guérilla.

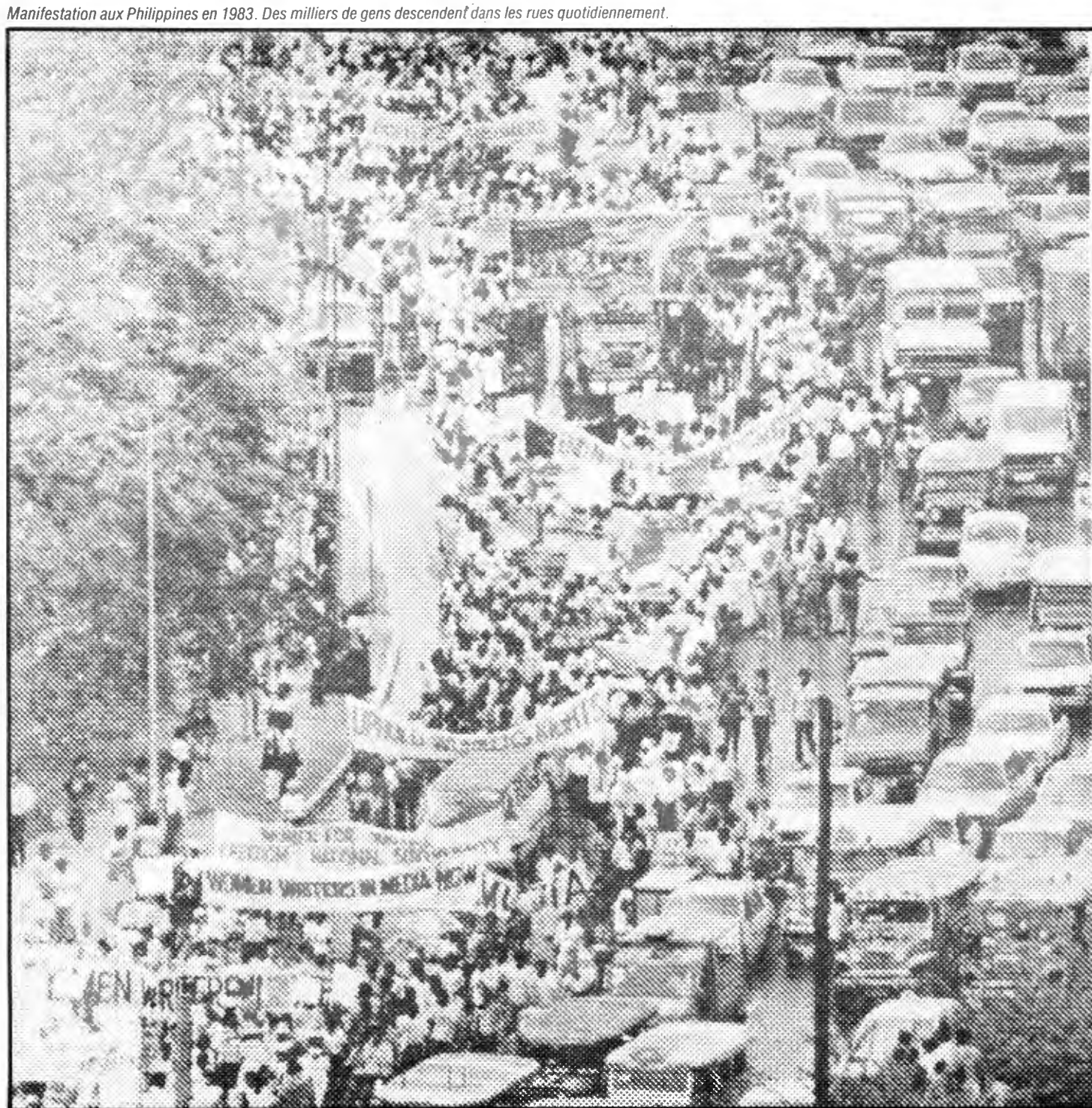
**1970** : Durant tout le premier trimestre de l'année, des milliers d'étudiants manifestent contre le régime.

**1971** : « *Commune de Manille* » : les étudiants occupent l'Université et une station de radio et, pendant huit jours, ils tiennent face aux flics. Les manifestations se multiplient dans tout le pays. Les ouvriers et les paysans s'y joignent.

**1972** : Gigantesque manifestation du 1<sup>er</sup> mai. La police tire sur la foule, des dizaines de manifestants sont tués devant l'ambassade américaine. Nombreuse manifestations contre la militarisation du pays et la guerre au Viêt-Nam, les U.S.A. se servent de leur bases aux philippines pour bombarder le Nord-Viêt-Nam. Malgré un attentat à la bombe contre ses dirigeants, le Parti libéral d'opposition dirigé par Aquino, emporte les élections législatives. La Cour suprême déclare inconstitutionnels les droits préférentiels dont jouissent les citoyens américains. Le 21 septembre, Marcos, proclame la loi martiale dans tous le pays. Des milliers d'opposants sont arrêtés, dont Aquino. La presse passe entre les mains des trusts possédés par la famille Marcos. Révolte des populations musulmanes du Sud. Marcos s'élit Président de la République, Premier Ministre et président de l'Assemblée tout à la fois.

**1973** : Dans le but de se faire plébisciter, Marcos lève une partie des mesures de la loi martiale. Mais suite au déferlement de critiques qui l'assaille avec le rétablissement de la liberté de débat, il s'empresse de resserrer la vis et renonce aux élections libres. Il fait cependant voter un référendum sur la suppression de toute élection jusqu'en 1980. La dette extérieure atteint 2,5 milliards de dollars.

L'Internationale publiera la suite de cet article dans son numéro 4.



Manifestation aux Philippines en 1983. Des milliers de gens descendent dans les rues quotidiennement.



## Les bases américaines aux Philippines

# Subic and Clark

**E**n Europe, nous connaissons la présence massive des militaires américains, en Allemagne surtout, et ce que cela signifie de contrôle et de menace politique et nucléaire sur la région. Dans l'Asie du Sud-Est et le Pacifique, les bases américaines des Philippines jouent le même rôle, mais au centuple, et elles garantissent l'exploitation économique et de l'oppression policière et politique du peuple philippin.

### Accord USA-Marcos

Les Américains entretiennent plus de vingt installations et bases aux Philippines et en particulier, les deux énormes complexes militaires que sont la **base navale de Subic Bay** et la **base aérienne Clark**.

En 1947, les U.S.A. abandonnent leur unique colonie en Asie, non sans tenter de consolider leur présence militaire et économique par la signature de plusieurs accords. Ces accords sont modifiés au fil du temps sans que les U.S.A. perdent leur contrôle sur cette région essentielle, tant sur le plan stratégique que sur le plan économique. En ce qui concerne les bases, la présence américaine est garantie jusqu'en 1991. Le transfert de la souveraineté formelle a été réalisé cette année. Le drapeau philippin flotte sur les bases et un commandant philippin est à leur tête. En fait, tout ceci n'est que cinéma et *business*. En effet, les Américains payent leur présence par un bail, fixé par le dernier accord à 900 millions de dollars, la moitié en aide économique pour la région, l'autre moitié en aide militaire : une partie en aide directe, l'autre en crédits pour des achats d'armes à des conditions défiant toute concurrence. Marcos n'a pas hésité à mettre en avant les nécessités sociales et l'intérêt stratégique pour vendre la sécurité et la vie de la population au meilleur prix, à son bénéfice et au bénéfice de son clan et des capitalistes établis aux Philippines.

Pour les Américains, le prix des bases est sans rapport avec l'intérêt stratégique qu'elles représentent, d'autant plus que la main-d'œuvre employée est suffisamment bon marché pour qu'ils n'y perdent pas trop sur le plan strictement financier.

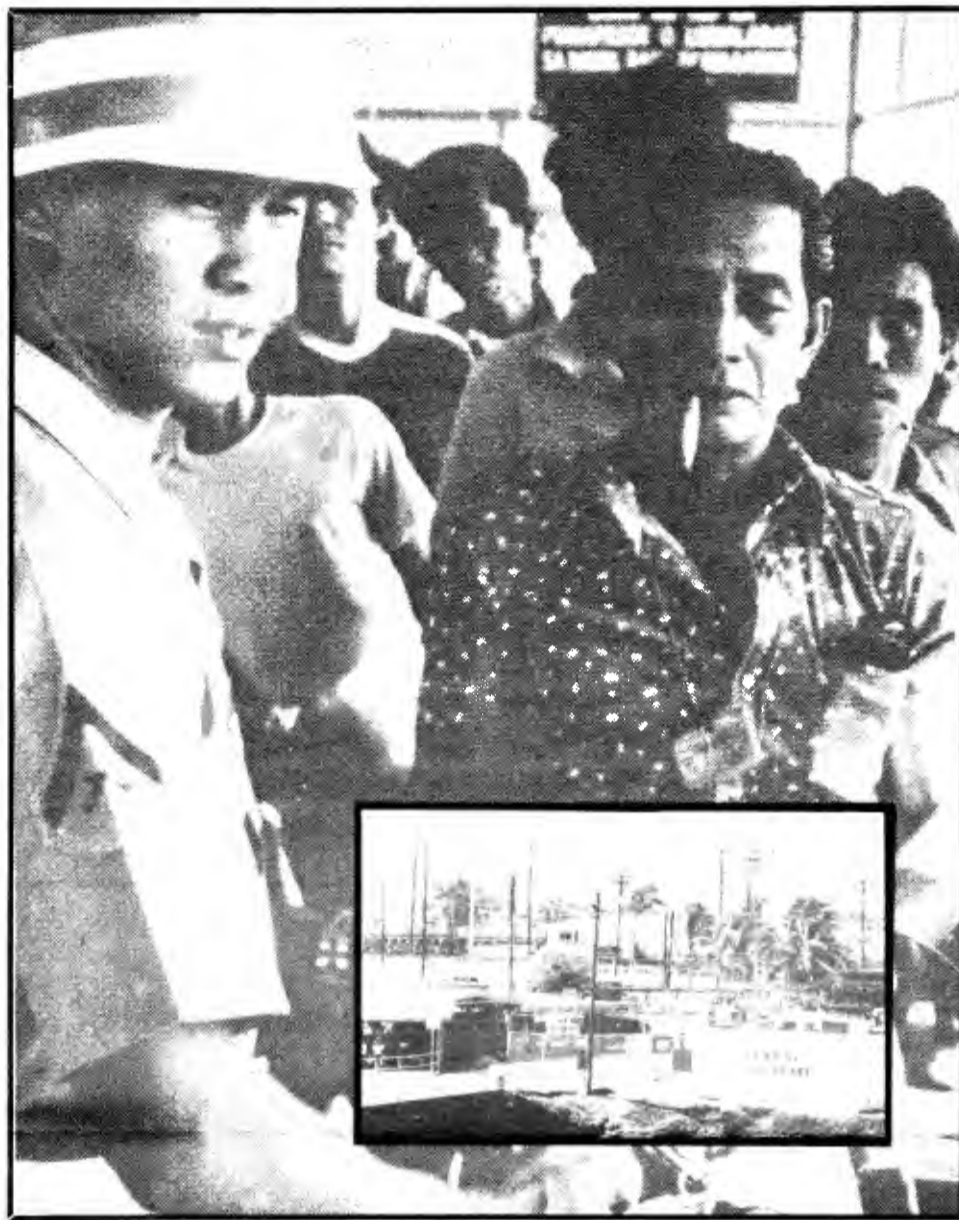
### Subic and Clark

La base aérienne de Clark est le point d'attache de la 13<sup>e</sup> Division Aérienne, dont la zone d'intervention va de Taïwan à l'Afrique du Sud grâce au relais que constitue Diego Garcia. Elle est l'escale obligée de la Force d'Intervention Rapide. Elle abrite les *Herules*. Avec 55 000 hectares, la base de Clark est la plus importante des bases américaines à l'étranger et la plus grande installation militaire en Asie. Elle comprend 8 000 GI's et 700 soldats philippins. C'est la seule base à l'étranger qui permette l'entraînement aux munitions lourdes.

A la base navale de Subic Bay, c'est la Septième Flotte qui est stationnée, c'est-à-dire, 55 navires, 425 avions et 50 000 marines. La signification logistique de la base est énorme : 40 000 tonnes de matériel y sont entreposées. Un *pipeline* de 60 kilomètres lui permet d'assurer le ravitaillement de Clark Air Base. Sur la base se trouve un centre d'entraînement antiguerrilla.

### L'utilisation des bases des Philippines

Sur le plan stratégique, les bases ont un double intérêt. Elles constituent un élément important de la stratégie d'encercllement et de menace contre l'Union Soviétique. Les *Cruise* et les *Pershings II* peuvent atteindre sans problème le port soviétique de Wladi-



Contrôle à l'entrée de Subic.

La base de Subic.

vostock. Le Viêt-Nam est aussi dans la ligne de mire. Elles sont aussi la base de départ pour les interventions vers les foyers de crise. Ainsi, c'est de Subic Bay que sont partis les avions pour la tentative de libération des otages américains en Iran. Ou contre les insurrections et luttes de libération des peuples. Ainsi, pendant la guerre de Corée, ou en 1958, contre l'armée indonésienne en révolte à Sumatra. De même, pendant la guerre du Viêt-Nam, où des centaines de bateaux ont été remis à flot à Subic Bay, et où des centaines d'avions, de bombardiers et de chasseurs décollaient chaque jour, en direction du Viêt-Nam. Cette tradition contre-révolutionnaire se perpétue. En 1979, c'est des bases philippines que sont parties les unités américaines, à l'époque des révoltes étudiantes en Corée.

Les U.S.A. désignent les Philippines comme zone avancée de défense, avec le Pakistan, le Laos, la Thaïlande, le Sud-Viêt-Nam, et la Corée du Sud. Après l'échec au Viêt-Nam l'abandon de la Thaïlande, les Philippines ont un rôle encore plus important.

Aux forces énormes stationnées dans ce but sur les îles, il faut ajouter l'armement nucléaire, élément essentiel de la stratégie américaine. Les U.S.A. s'engageaient dans les accords à consulter le gouvernement philippin sur ce point. Il n'y a jamais eu de consultation. Dans le nouvel accord, une telle consultation était prévue seulement dans le cas des missiles à longue portée. De toute façon, en ce qui concerne les navires porteurs d'armes nucléaires, ils mouillent sans problème à Subic Bay.

Enfin, les bases permettent, vu leur importance, l'organisation de véritables manœuvres de guerre.

### Deux énormes entreprises

Les bases de Clark et de Subic Bay comptent parmi les plus grandes entreprises de la

pays. 40 000 Philippines y travaillent. 18 000 sont employés dans l'administration et l'entretien sur la base aérienne (contre 700 civils américains seulement). 15 000 sont employés et 8 000 ouvriers philippins travaillent à Subic Bay dans les ateliers de réparation, les chantiers, sur les docks et dans la partie civile de la base, qui représente une véritable ville à elle toute seule.

Les conditions de travail sont dignes du capitalisme américain. Les salaires y sont cinq fois plus bas qu'au Japon et sept fois plus bas que sur la base d'Hawaï. Ils n'ont rien à voir avec les salaires des civils américains. Et pourtant il s'agit d'une main-d'œuvre très qualifiée.

Dans les années 60, les travailleurs étaient contraints de signer un contrat où ils s'engageaient à ne pas se syndicaliser, et que l'on appelait contrat "chien jaune". En 1968, un accord instituait une forme limitée de convention paritaire pour la fixation des salaires, mais il est toujours resté lettre morte. Aujourd'hui les provocations et les manœuvres d'intimidation sont continuelles contre ceux qui chercheraient à s'organiser syndicalement ou politiquement. Ainsi, en décembre 82 des agents de la sûreté américaine ont menacé et maltraité pendant plusieurs jours des ouvriers qu'ils désignaient comme communistes.

L'humiliation et l'absence de droits caractérisent la situation des travailleurs philippins, au nom de la sécurité, mais surtout du racisme, légitimation de l'exploitation économique : fouilles dégradantes à l'entrée et à la sortie de la base, interdiction en tout genre, même de sortir des produits moins chers sur la base, même d'aller pêcher comme le font les soldats et civils américains. Malgré ces conditions, les Américains ne manquent jamais de main-d'œuvre, la base pompant l'activité économique de la

région. Enfin, il est une forme extrême d'exploitation, connue de tous maintenant, et qui est la sinistre conséquence de la présence des bases : une troisième entreprise, qui rapporte gros, le "*rest and recreation business*" de Olongapo, où 20 000 femmes travaillent dans les bars, dans les casinos, les bordels qui jalonnent la rue principale qui traverse toute la ville. C'est là que pendant la guerre du Viêt-Nam, après avoir cassé du Viet, les soldats américains trouvaient le *repos du salaud*.

### Les garants de l'exploitation du pays

Les Américains sont prêts à tout pour maintenir leurs bases et pour défendre leurs intérêts économiques. Car ceux-ci aussi existent dans ce pays, du fait du niveau des salaires, des possibilités d'investissement et de rapatriement des capitaux sans contrôle, puisque Marcos défend avec enthousiasme la libre entreprise.

Les bases américaines sont le garant de l'exploitation et de l'oppression de la population :

- des ouvriers et employés travaillant sur les bases comme nous l'avons vu concrètement;

- de toute la population vivant dans la région. La drogue, l'alcoolisme, la prostitution, le suicide touchent jusqu'aux plus jeunes, et les soldats américains sont protégés par la loi pour leurs exactions. Ainsi, un GI qui avait violé treize filles de 12 à 15 ans a été condamné l'année dernière à un an de dégradation et de travaux forcés;

- et de toute la population des Philippines : par le soutien au gouvernement Marcos, expression de l'exploitation capitaliste et dictature sanglante, par la terreur contre la population : les services secrets américains "*secondent*" efficacement les Philippines, par la terreur tout court : la population philippine est sacrifiée allégrement en cas de conflit nucléaire.

### La résistance

La résistance se développe contre le régime Marcos en général et les bases en particulier.

La N.P.A., *Nouvelle Armée du Peuple*, a encore augmenté sa pression. Elle organise 39 "*fronts de guérilla*", en particulier au Nord où se trouvent les bases.

Le N.D.F., *Front National Démocratique* (interdit) multiplie les manifestations.

En février 1983 s'est créée la "*Coalition Anti-Base*" (ABC), qui regroupe les différentes forces d'opposition et qui demande le retrait des Américains et la fermeture des bases. Les manifestations ont regroupé des milliers de Philippines.

De plus en plus de forces politiques rejoignent la Résistance, persuadées de l'échec et de l'impossibilité de la voie parlementaire. Les U.S.A. s'inquiètent du développement de l'opposition radicale et en particulier de la guérilla. Wolfowitz, deuxième homme du Secrétariat pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique, a déclaré lors de sa visite aux Philippines : "*Si l'activité de la N.P.A. continuait ainsi sans pouvoir être contrôlée, cela constituerait une menace pour les intérêts américains*".

La population, qui identifie Marcos et les Américains, ne veut plus ni de l'un, ni de l'autre. Les manifestations constantes et extrêmement violentes qui ont suivi l'assassinat d'Aquino en particulier montrent que la résistance ne fait que s'amplifier. Pour tous, le départ des Américains est la condition du départ de Marcos. Comme dans tant de pays, la lutte pour une autre société aux Philippines passe par la lutte contre le Capital et les militaires américains. ■



Une action contre Honeywell Bull à Dusseldorf

# Sur la guerre de libération internationale

**N**ous avons déposé, ce matin, une bombe devant le Landeskriminalamt de Westphalie du Nord (services de police régionaux) à Dusseldorf. Le travail des différents L.K.A. est regroupé au B.K.A. (services de police fédéraux), ce qui lui permet de mettre sur pied, grâce à un procédé de répartition du travail, un appareil de surveillance et de recherches unifié.

C'est aussi, par exemple, au sein de ces services fédéraux de Westphalie du Nord, qu'a été formée la « commission spéciale 256 » qui a analysé les événements de Krefeld et a participé à l'élaboration des différentes mesures répressives prises par la Sûreté de l'Etat contre la résistance.

De même, ce sont ces services régionaux qui organisent la surveillance des visites des prisonniers politiques, dans le cadre de leur compétence, pour les prisons de la région. Ils s'assurent une emprise directe sur les prisonniers au travers des inspecteurs de la Sécurité, cela en collaboration immédiate et en accord avec le BKA.

**C**e matin, nous avons déposé une bombe devant Honeywell Bull à Dusseldorf. C'est l'une des plus importantes multinationales américaines pour la fabrication d'ordinateurs.

Ce trust produit l'électronique pour le système de direction des missiles Cruise et les systèmes de guidage des avions militaires, des missiles et des navires de guerre.

Ces produits sont élaborés en collaboration étroite avec l'armée US. Le Ministère de la Défense américain a fait d'Honeywell Bull son principal fournisseur dans la fabrication des missiles intercontinentaux MX.

C'était aussi un ordinateur d'Honeywell Bull qui coordonnait, à partir du Quartier Général de l'armée américaine à Heidelberg, les bombardements de l'US-Air Force au Viêt-Nam, et qui fut en partie détruit par la RAF en 1972.

Nous avons fait cette action en relation temporelle avec le début du déploiement des nouveaux missiles de croisière qui est fixé officiellement au 22 novembre 1983.

Les 21 et 22 novembre vont avoir lieu des débats au Parlement concernant le stationnement, débats au cours desquels Kohl lira une déclaration du gouvernement. En fait, la décision sur le stationnement a été prise depuis longtemps. Les débats au Parlement n'ont d'autre fonction que de sauvegarder « l'apparence démocratique ». En laissant s'exprimer les « Verts » et le SPD comme « adversaires du surarmement », on cherche à dissimuler que la décision concernant le stationnement n'a pas été prise lors de ces journées, et bien moins encore par les institutions de cet Etat, mais que c'est bien une décision prise par les cercles dirigeants des USA et de l'OTAN.

En tant que parti réactionnaire, la CDU a accepté, lors et par le changement de gouvernement, d'assumer la tâche d'imposer, entre autres, le stationnement contre le large mouvement de protestation de la population. Ce qui permet aussi à la social-démocratie, qui a imposé en 1979 la résolution sur le surarmement en Europe, de jouer son rôle historique traditionnel de force d'intégration, en jouant le rôle d'adversaire du surarmement au sein du mouvement sur la paix. Le fait que Willy Brandt ait pu parler en tant qu'orateur à la grande mani-

festation de Bonn prouve clairement que cette manœuvre politique réussit dans la phase actuelle.

Ceci montre que le mouvement pour la paix, même après dix ans de pratique de la social-démocratie comme parti gouvernemental impérialiste, ouvre à celle-ci portes et fenêtres et lui offre sur un plateau la direction politique du mouvement, afin de cimenter en son sein la conscience bourgeoise et loyale vis-à-vis de l'Etat et d'empêcher une tendance possible à la radicalisation, protégeant par là non pas l'humanité des nouvelles armes nucléaires, mais bien l'Etat du développement d'une résistance conséquente.

Avec les nouveaux missiles, les impérialistes se donnent maintenant un moyen essentiel pour pousser l'Union soviétique et les pays du Pacte de Varsovie encore plus dans la défensive, grâce à cette menace militaire immédiate, et les forcer, en cas d'agressions futures des USA et de

engagement victorieux des Forces d'Intervention Rapide, la Grenade représente, en même temps, par rapport au Nicaragua et au Salvador, le « test » permettant de mesurer comment les médias et l'opinion mondiale réagiront à de telles agressions. Et il est bien de plus en plus clair que l'escalade là-bas des agressions contre-révolutionnaires est imminente.

Au Proche-Orient aussi, l'escalade continue. Après l'invasion du Liban par Israël en 1982, qui avait pour but de détruire le mouvement révolutionnaire palestinien et libanais, il apparaît aujourd'hui clairement que la situation n'a pas évolué au profit de l'impérialisme US. Malgré les défaites sévères des forces révolutionnaires, la lutte armée du peuple au Liban reprend à nouveau des forces. Les USA et les Etats de l'OTAN ne peuvent plus se reposer seulement sur leur représentant dans la région, Israël. Ils sont obligés d'envoyer, par l'intermédiaire de leur tête de pont que constituent « les troupes de la paix », de plus en plus de soldats et



l'OTAN contre des pays du tiers monde à se comporter passivement ou plus exactement à suspendre leur soutien éventuel.

Actuellement, la situation évolue vers une escalade de la guerre impérialiste dans toutes les parties du globe. La volonté de domination mondiale du capital international se transforme ouvertement en agressions militaires contre les luttes de libération et les pays libérés.

L'expression la plus actuelle de la politique d'intervention US est l'attaque des troupes d'intervention rapide à la Grenade. Au point de vue économique et militaire, la Grenade est pour l'impérialisme US relativement insignifiante. Ce que les troupes US devaient fouler au pied, c'est la tentative exemplaire du peuple de la Grenade de construire, malgré toutes les difficultés et les contraintes objectives, une société plus juste et socialiste, parce qu'ils craignaient ce que la Grenade représentait d'espoir et de perspectives pour les hommes et les femmes des Caraïbes. En dehors du premier

de matériel de guerre au Liban pour préparer de nouvelles agressions contre la résistance.

L'escalade de la guerre impérialiste, c'est le développement unifié et mondial qui a son équivalent dans les métropoles ici.

Les nations industrielles sont la base de départ des agressions contre les peuples et les mouvements de libération du tiers monde. Ici, leur pouvoir politique est encore stable, ce qui est la condition de l'intervention de tout leur potentiel économique et militaire concentré ici contre le tiers monde. C'est pourquoi ils peuvent être attaqués et remis en cause même par des forces révolutionnaires relativement faibles existant ici, dans « le cœur de la bête ». Aussi s'organisent-ils maintenant, parallèlement à l'escalade des guerres dans le tiers monde et aux préparatifs de guerre dans l'Europe de l'Ouest, pour tenter de briser la résistance. Nous ressentons cela partout : le développement continu de l'armement des appareils policiers, le réseau de plus en plus dense de fichage et de contrôle préventifs par la Sû-

reté de l'Etat, les préparatifs d'une criminalisation large des militants de gauche par des campagnes de propagande massives, des arrestations, des emprisonnements, la taule et une augmentation des instructions et des procès. L'acuité de la confrontation mondiale s'exprime ici, en RFA, de la manière la plus ouverte dans la confrontation entre les agents de la Sûreté de l'Etat et les prisonniers politiques. La volonté d'extermination de l'Etat apparaît clairement dans toutes les mesures prises contre les prisonniers : la torture « blanche » de l'isolement total, les manœuvres psychologiques contre chaque prisonnier, les agressions et les sévices corporels...

Parce qu'ils n'ont pu, jusqu'à aujourd'hui, briser la volonté et la conscience des prisonniers politiques, ils accentuent le programme de destruction et de terreur contre les prisonniers. Ils tentent maintenant d'obtenir l'emprise totale et sans contrôle sur l'identité et la vie des prisonniers. Pour cela, ils veulent créer le vide en pratiquant de manière effective la loi interdisant tout contact des prisonniers avec l'extérieur et le paragraphe 129a, appliqué à la construction d'un « système d'informations illégal », pour isoler complètement les prisonniers des débats politiques et pour leur interdire tout contact avec l'extérieur : amis, avocats, parents.

Face à cette offensive de l'appareil de sûreté de l'Etat, les prisonniers de la RAF et les prisonniers du mouvement de résistance opposent la revendication, qui constitue en même temps un axe de combat, de regroupement en unités capables d'interaction.

Par cette revendication, les prisonniers se battent pour obtenir des conditions qui rendent possible une vie collective et le débat politique dans les prisons.

En même temps, le regroupement des prisonniers de la guérilla et de la résistance est un pas concret pour réaliser l'unité et l'organisation de la résistance anti-impérialiste et révolutionnaire de la guérilla et de la résistance en prison.

Nous voulons combattre pour cette revendication parce que l'unification combattante des prisonniers politiques et du mouvement révolutionnaire brise à l'extérieur le projet de prison de la mort. C'est seulement ensemble — à l'intérieur et à l'extérieur — que nous développerons la force qui nous permettra d'imposer le regroupement.

Le regroupement est pour nous le pas qualitatif que nous voulons réaliser dehors : concevoir et rendre possible l'unité agissante de la résistance anti-impérialiste et de la lutte armée de la guérilla. Il n'y a pas actuellement beaucoup plus que des prémisses de cette conception. C'est la faiblesse que l'on constate aujourd'hui.

Notre action n'est qu'une partie de la réponse nécessaire. Elle contient cependant des éléments essentiels : développer des structures et des actions qui permettent de réagir à l'acuité de la confrontation, d'avancer et surtout d'attaquer.

C'est seulement de cette manière que nous percevons nos tâches dans la guerre de libération internationale.

**Regroupement des prisonniers de la RAF et de la résistance.  
Solidarité avec tous les prisonniers combattants.  
Détruire l'OTAN.  
Unité dans la résistance anti-impérialiste mondiale.**